



2026

Société canadienne des postes



RAPPORT FINANCIER du premier trimestre

Pour la période close le 4 avril 2026

Résultats financiers

TABLES DES MATIÈRES

Rapport de gestion

Énoncés prospectifs	3
1. Résumé	4
2. Activités de base et stratégie	12
3. Indicateurs de rendement clés	14
4. Capacités	16
5. Revue des activités d'exploitation	20
6. Liquidités et ressources en capital	29
7. Évolution de la situation financière	33
8. Risques et gestion des risques	36
9. Méthodes, estimations comptables critiques et contrôles internes	37

États financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière intermédiaire	38
État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière	39
État consolidé résumé intermédiaire du résultat global	41
État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres	42
État consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie	43
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	44

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion fournit une analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière pour la période de 13 semaines (premier trimestre ou T1) close le 4 avril 2026 de la Société canadienne des postes (la Société ou Postes Canada) et de sa filiale Les Investissements Purolator Ltée (Purolator). Ces sociétés sont désignées collectivement sous le nom de Groupe d'entreprises de Postes Canada, de Groupe d'entreprises ou de Groupe. La Société gère ses activités consolidées et établit, par conséquent, ses secteurs opérationnels en se fondant sur la manière dont les cadres supérieurs du Groupe examinent les résultats d'exploitation, prennent des décisions sur l'allocation des ressources et évaluent le rendement.

Deux secteurs opérationnels à présenter ont été identifiés le 4 avril 2026 : Postes Canada et Purolator. Sont présentées séparément les écritures de consolidation et les éliminations des soldes intersectoriels.

Nom de la filiale	Principale activité	Pays de constitution	Pays d'exercice des activités	Proportion de la participation détenue directement ou indirectement
				Au T1 de 2026 et au 31 décembre 2025
Les Investissements Purolator Ltée ¹	Services de messagerie, de livraison de colis, de fret, de logistique, de courtage en douane et de conseil en échanges internationaux	Canada	Canada et États-Unis	91 %

1. Comprend sa propriété à 100 % de Livingston International (Livingston). Livingston est une importante filiale des Investissements Purolator Ltée.

Les résultats financiers figurant dans le rapport de gestion ont été préparés conformément aux normes comptables IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les montants sont présentés en dollars canadiens et arrondis au million près, tandis que les pourcentages connexes sont calculés en fonction de chiffres arrondis au millier près. Les variations de pourcentage pour les produits, les volumes et les charges d'exploitation dans le présent rapport sont ajustées selon les différences de jours ouvrables ou de journées payées au premier trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2025. Des jours ouvrables et des journées payées de moins ont pour effet de faire diminuer respectivement les produits et les volumes, ainsi que les charges d'exploitation, tandis que l'inverse est vrai pour les journées de plus. Ces journées varient selon l'entité comptable, comme suit :

Entreprise	Jours ouvrables au T1 de 2026	Journées payées au T1 de 2026
Groupe d'entreprises de Postes Canada et Postes Canada	3	4
Purolator	3	4

Ce rapport doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (les états financiers intermédiaires) pour le premier trimestre de 2026, lesquels ont été préparés conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Il est également recommandé de

lire cette information à la lumière des états financiers consolidés annuels de la Société et au rapport de gestion de l'année se terminant le 31 décembre 2025.

La direction est responsable des renseignements présentés dans les états financiers intermédiaires et dans le rapport de gestion. Toute mention des termes *nos*, *notre* ou *nous* désigne, selon le contexte, Postes Canada ou, collectivement, Postes Canada et sa filiale. Le Conseil d'administration, sur la recommandation de son Comité de vérification, a approuvé le contenu du présent rapport de gestion ainsi que des états financiers intermédiaires le 28 mai 2026.

Énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion renferme des énoncés prospectifs du Groupe, notamment des informations financières prospectives ou des perspectives financières, qui rendent compte des attentes de la direction en ce qui concerne les objectifs, les plans, les stratégies, la croissance future, les résultats d'exploitation, le rendement ainsi que les perspectives et les occasions commerciales du Groupe. Ces énoncés concernent, entre autres :

- la capacité de la Société à poursuivre son exploitation;
- les approbations réglementaires;
- le rendement et les résultats opérationnels et financiers futurs;
- les besoins en fonds de roulement et en capital;
- les estimations et les hypothèses faites conformément aux exigences des normes comptables IFRS.

En général, les énoncés prospectifs sont désignés par les mots *hypothèse*, *but*, *objectif*, *perspectives*, *stratégie*, *cible* ou d'autres expressions similaires, de même que par l'utilisation de verbes comme *avoir l'intention de*, *prévoir*, *être d'avis que*, *s'attendre à*, *planifier*, *pouvoir*, *prévoir*, *chercher à*, *devoir*, *s'efforcer de* ou *viser* et l'emploi du futur ou du conditionnel. Ces énoncés ne sont pas des faits, mais seulement des estimations des résultats futurs. Ces estimations reposent sur certains facteurs ou hypothèses concernant la croissance prévue, les résultats d'exploitation, le rendement, les perspectives et les occasions commerciales. Bien que la direction considère ces hypothèses comme étant raisonnables et basées sur des renseignements disponibles, elles peuvent se révéler incorrectes. Ces estimations des résultats futurs dépendent d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs susceptibles d'entraîner des différences considérables entre les résultats réels et les attentes du Groupe. Il est recommandé de ne pas prendre ces énoncés pour des faits.

Les énoncés prospectifs figurant dans les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion sont pertinents en date du 28 mai 2026; la Société ne prévoit pas mettre à jour publiquement ces énoncés pour tenir compte de nouveaux renseignements, d'événements futurs, de changements de situation ou de toute autre raison après cette date.

1. Résumé

Aperçu du Groupe et résumé des résultats financiers du premier trimestre de 2026

Postes Canada est une société d'État fédérale qui rend compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre de la Transformation du gouvernement, des Services publics et de l'Approvisionnement. Aux termes de la *Loi sur la Société canadienne des postes* (la *Loi*), la Société a la mission d'exploiter un service postal dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada, et ce, d'une manière sécurisée, tout en veillant à l'autofinancement de son exploitation.

Postes Canada continue d'exercer ses activités dans un environnement structurellement difficile, marqué par la baisse des volumes de la poste-lettres, la concurrence accrue dans le secteur des colis et des pertes financières constantes. Au premier trimestre de 2026, le secteur Postes Canada a enregistré des pertes d'exploitation continues, ce qui renforce la nécessité d'un soutien financier externe et d'une transformation accélérée.



Résultats sectoriels

Au premier trimestre de 2026, par rapport à la même période en 2025, les pertes considérablement plus élevées du secteur Postes Canada ont été en partie compensées par la hausse des profits du secteur Purolator. D'autres renseignements et facteurs sont présentés à la section 5 Revue des activités d'exploitation.

Résultat d'exploitation

(en millions de dollars)

	T1 de 2026	T1 de 2025	Écart (\$)	Écart (%)
Postes Canada	(273)	(111)	(162)	(147,2) %
Purolator	36	31	5	17,5 %
Groupe d'entreprises de Postes Canada	(237)	(80)	(157)	(197,9) %

Résultat avant impôt

(en millions de dollars)

	T1 de 2026	T1 de 2025	Écart (\$)	Écart (%)
Postes Canada	(205)	(41)	(164)	+
Purolator	23	19	4	19,8 %
Écritures de consolidation et éliminations	(69)	(80)	11	13,8 %
Groupe d'entreprises de Postes Canada	(251)	(102)	(149)	(146,6) %

+ Pourcentage de variation élevé.



Secteur Postes Canada



Points saillants financiers et opérationnels – Premier trimestre de 2026

Soutien financier nécessaire pour assurer la continuité de l'exploitation

Depuis 2018, le secteur Postes Canada a enregistré des pertes d'exploitation cumulatives de plus de 6,4 milliards de dollars et des pertes cumulatives avant impôt de plus de 5,4 milliards de dollars. La capacité de la Société à poursuivre son exploitation continue de dépendre de l'accès au financement du gouvernement et à des facilités de financement à court terme. En janvier 2026, le gouvernement du Canada a approuvé un accès à un financement remboursable supplémentaire maximum de 1,008 milliard de dollars, dont 335 millions de dollars ont été reçus au premier trimestre de 2026, ce qui porte le financement total reçu à 1,369 milliard de dollars. La Société a également accès à des facilités de financement à court terme allant jusqu'à 595 millions de dollars, majoritairement inutilisées à la fin du trimestre. L'accès continu à ces sources de financement est nécessaire pour maintenir la solvabilité au cours des 12 prochains mois.

L'urgence d'une transformation

En raison du déclin des volumes de la poste-lettres et de la croissance soutenue du cybercommerce, il est impératif que Postes Canada adopte un modèle de livraison des colis sept jours sur sept, tout en continuant à respecter son obligation de service universel. Après l'incertitude marquée causée par les négociations collectives et les moyens de pression en 2024 et 2025, la Société cherche à reprendre ses activités dans un marché plus concurrentiel et moins clément qu'auparavant.

En 2025 et au début de 2026, le gouvernement du Canada a annoncé une série de mesures visant à stabiliser les finances de la Société et à permettre sa modernisation. Ces mesures comprennent notamment la révision des normes de livraison, la levée des moratoires sur la conversion aux boîtes postales communautaires et les bureaux de poste ruraux et des modifications législatives déréglementant le processus pour établir les tarifs d'affranchissement, sous réserve d'exceptions définies.

Postes Canada a déposé son plan de transformation pluriannuel auprès du gouvernement du Canada en novembre 2025. Bien que le plan complet n'ait pas encore été approuvé, Postes Canada a annoncé au début du deuxième trimestre de 2026, conformément à l'annonce de l'actionnaire le 25 septembre 2025, le début des travaux préliminaires de transformation. La direction estime qu'une fois que les projets de convention collective auront été ratifiés et que les principaux obstacles réglementaires auront été levés, les conditions nécessaires pour réaliser la transformation seront réunies.

Résumé des résultats

(en millions de dollars)

	T1 de 2026	T1 de 2025	Écart (\$)	Écart (%)
Produits d'exploitation	1 608	1 789	(181)	(14,3) %
Charges d'exploitation	1 881	1 900	(19)	(6,9) %
Résultat d'exploitation	(273)	(111)	(162)	(147,2) %
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	68	70	(2)	(1,5) %
Perte avant impôt	(205)	(41)	(164)	+

+ Pourcentage de variation élevé.

Les comparaisons d'un exercice à l'autre dans ce rapport du premier trimestre sont fortement touchées par les facteurs uniques qui ont eu une incidence sur les résultats au début de 2025. La réouverture ou la reprise des activités au premier trimestre de 2025, à la suite d'une grève nationale à la fin de 2024, a entraîné une augmentation temporaire des volumes de la poste-lettres et du marketing direct. Les pertes d'exploitation du premier trimestre de 2026 se sont aggravées par rapport à l'exercice précédent, en raison de la baisse des revenus en partie compensée par des économies de coûts.



Produits par secteur d'activité

	Produits (en millions de dollars)				Volumes (en millions d'articles)			
	T1 de 2026	T1 de 2025	Écart (\$)	Écart (%)	T1 de 2026	T1 de 2025	Écart	Écart (%)
Colis	529	608	(79)	(17,1) %	43	50	(7)	(17,2) %
Courrier transactionnel	786	868	(82)	(13,7) %	583	659	(76)	(15,7) %
Marketing direct	233	257	(24)	(13,4) %	981	1 127	(146)	(17,0) %
Produits et services grand public	60	56	4	4,2 %	–	–	–	–
Total	1 608	1 789	(181)	(14,3) %	1 607	1 836	(229)	(16,5) %



Les revenus du secteur Colis ont diminué en raison du vote de ratification prolongé; reconquérir les volumes prendra du temps

Les produits et les volumes du secteur Colis ont baissé au premier trimestre de 2026 par rapport à ceux du premier trimestre de 2025. Les projets de convention collective n'étaient toujours pas ratifiés tout au long du premier trimestre et, par conséquent, ils représentaient une source d'incertitude pour notre clientèle. Ce contexte a permis à la concurrence, notamment les entreprises à la demande et les joueurs nationaux établis, de continuer à

gagner des volumes de colis grâce à leur capacité d'assurer de la certitude et d'offrir des services concurrentiels, comme la livraison la fin de semaine. Reconquérir les volumes de colis prendra du temps, ce qui souligne l'importance cruciale pour Postes Canada de se moderniser dans un marché concurrentiel. Les produits et les volumes de colis d'arrivée ont été touchés négativement par la préférence croissante pour les groupements commerciaux compétitifs plutôt que pour le réseau postal d'arrivée traditionnel. La levée de l'exemption de *minimis* en août 2025, qui permettait d'expédier des colis et des paquets à destination des États-Unis sans droits de douane, taxes et frais, a eu une incidence négative sur les volumes et les produits des colis de départ.

Nous devons moderniser nos services de livraison de colis pour rester compétitifs :

La croissance du secteur Colis en 2026 sera influencée par notre capacité à apporter des changements aux conventions collectives. Nous mettons l'accent sur les mesures pour regagner notre clientèle, l'ajout de la livraison la fin de semaine, l'amélioration de nos services de retour de colis du cybercommerce, l'amélioration de la livraison locale le jour suivant, la modernisation de notre stratégie de tarification et l'amélioration de notre offre aux petites entreprises.



Les volumes du secteur Courrier transactionnel ont poursuivi leur déclin irréversible

Les produits et les volumes du secteur d'activité Courrier transactionnel ont diminué au premier trimestre de 2026. Les résultats du trimestre sont comparés à ceux du premier trimestre de 2025, lorsque les volumes de courrier ont augmenté temporairement après l'arrêt de travail de la fin de 2024. Sans l'approbation d'une mesure tarifaire pour 2026, la baisse des volumes a entraîné une baisse des revenus. On s'attend à ce que la baisse des volumes se poursuive en 2026, alors que les consommateurs et les entreprises qui expédient continuent d'opter pour les communications numériques.

Le processus d'approbation des augmentations des tarifs postaux est en cours de réforme :

Nos tarifs pour les envois de la poste-lettres sont sous-évalués par rapport à ceux de nombreuses autres administrations postales étrangères et ont pris du retard par rapport au taux d'inflation. Les règlements en vertu de la *Loi sur la Société canadienne des postes* (la *Loi*) ont toujours exigé l'approbation des augmentations des tarifs postaux par le gouvernement du Canada. Postes Canada accueille maintenant favorablement les modifications apportées à la *Loi* pour l'établissement des tarifs d'affranchissement, qui ont reçu la sanction royale au premier trimestre de 2026.

L'actualisation des normes de livraison de la poste-lettres par Postes Canada est également en cours d'évaluation.



Le secteur Marketing direct tarde à se rétablir après l'incertitude dans les relations de travail tout au long de 2025

Les produits et les volumes du secteur Marketing direct ont diminué au premier trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2025, car les volumes accumulés durant l'arrêt de travail à la fin de 2024 ont généré des produits additionnels au début de l'année suivante. Le virage vers le marketing numérique, y compris l'intelligence artificielle, a également eu une incidence sur les résultats.

Activités en cours : Notre secteur d'activité Marketing direct aide les entreprises à joindre leur clientèle de manière concrète. Pour que le secteur d'activité demeure pertinent :

- nous intégrons les expériences physique et numérique pour améliorer le service Marketing Intelliposte de Postes Canada^{MC};
- nous adoptons une tarification responsable pour les produits de marketing direct commerciaux;
- nous tirons parti des récents changements dans l'industrie pour créer de nouvelles occasions et de nouveaux partenariats;
- nous réduisons l'utilisation du plastique pour les articles Courrier de quartier^{MC}.

Les produits du secteur Marketing direct sont menacés à long terme en raison de la conversion au numérique des dépenses publicitaires et à une concurrence accrue dans le marché du courrier publicitaire sans adresse et des circulaires.



Augmentation des produits du secteur d'activité des produits et services grand public en raison de la hausse des ventes de pièces de monnaie

Les produits générés par le secteur d'activité des produits et services grand public ont légèrement augmenté au premier trimestre de 2026 en raison de la hausse des ventes de pièces de monnaie. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par la baisse des volumes du service de réexpédition du courrier et des services financiers par rapport au premier trimestre de 2025.

Perspectives : En 2025, à la suite d'un examen approfondi, la Société a décidé de modifier la façon dont elle offre ses services de transfert de fonds et de paiement de factures à l'échelle mondiale. En février 2026, nous avons conclu une nouvelle entente avec Western Union, qui dispose du plus grand réseau mondial de transfert de fonds entre particuliers. L'entreprise offre des services de transferts de fonds internationaux et de retrait d'espèces, qui seront offerts dans les emplacements de Postes Canada. Comme ce service financier est très apprécié par la clientèle, Postes Canada travaillera avec Western Union et MoneyGram tout au long de 2026 pour assurer une transition en douceur.



Diminution des charges d'exploitation en raison de la baisse des volumes des colis de départ et de la réduction des avantages du personnel

(en millions de dollars)

	T1 de 2026	T1 de 2025	Écart (\$)	Écart (%)
Main-d'œuvre	1 021	975	46	1,6 %
Avantages du personnel	248	289	(41)	(19,1) %
Autres charges d'exploitation	529	543	(14)	(8,4) %
Amortissement	83	93	(10)	(16,0) %
Total des charges d'exploitation	1 881	1 900	(19)	(6,9) %

Les charges d'exploitation ont diminué au premier trimestre de 2026 par rapport à celles du premier trimestre de 2025. Malgré la baisse globale des volumes, les charges liées à la main-d'œuvre ont augmenté, car les augmentations salariales et les coûts liés aux quatre jours rémunérés supplémentaires n'ont été que partiellement contrebalancés par la baisse des heures supplémentaires. Sans la ratification des projets de convention collective avec le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), l'entreprise a continué de fonctionner avec certaines inefficacités sur le plan de la structure de main-d'œuvre. La baisse des coûts des avantages du personnel s'explique principalement par les augmentations du taux d'actualisation et la diminution des retenues obligatoires.

Les autres économies de coûts d'exploitation ont été attribuables à la baisse des règlements internationaux, car les changements dans le commerce et les politiques douanières aux États-Unis ont entraîné une baisse des frais de traitement du courrier payés aux administrations postales étrangères. Les frais d'administration ont diminué en raison de la réduction des créances irrécouvrables.

Les charges d'amortissement ont diminué en raison de la baisse constante des dépenses d'immobilisation et parce que la durée de vie opérationnelle des véhicules a été prolongée pour préserver la trésorerie.

Nous optimisons notre structure de coûts pour retrouver notre solvabilité financière.

Si elles sont ratifiées, les nouvelles conventions collectives entre Postes Canada et le STTP aideront à contrôler les coûts à long terme en offrant un modèle de dotation plus flexible avec des postes de livraison à temps partiel, en améliorant la productivité et en réduisant les inefficacités et le recours aux heures supplémentaires. La mise en œuvre de mesures de transformation, comme la livraison centralisée, la modernisation du réseau de vente au détail, l'amélioration continue et la réduction des frais généraux, contribuera à réduire les coûts liés à la main-d'œuvre et non liés à la main-d'œuvre.



L'augmentation des taux d'actualisation entraîne un gain de réévaluation dans les autres éléments du résultat global

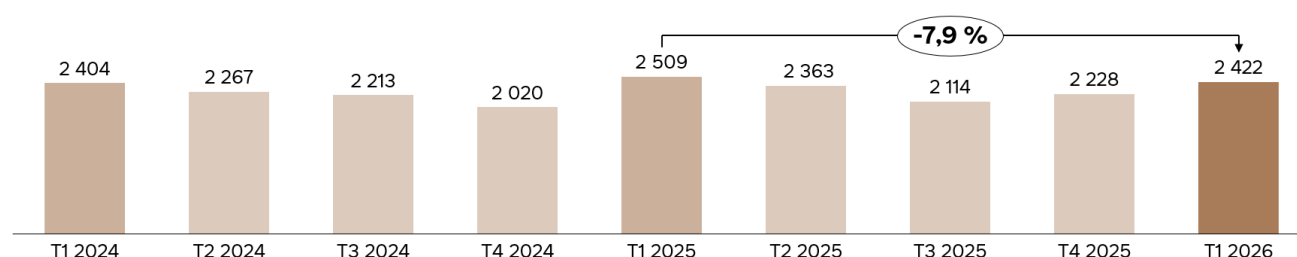
Des gains de réévaluation de 300 millions de dollars, après impôt, ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global au 4 avril 2026 pour le régime à prestations déterminées du secteur Postes Canada. La charge actuarielle comptabilisée dans l'état du résultat global et les paiements réguliers n'ont pas été touchés par ces réévaluations. Ces gains sont attribuables à la hausse des taux d'actualisation, en partie contrebalancée par des rendements des actifs moins élevés que prévu au premier trimestre de 2026. L'excédent de solvabilité (selon la valeur marchande des actifs du régime) du Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes (le Régime) a augmenté pour s'établir à environ 3 milliards de dollars par rapport à l'estimation de 2,8 milliards de dollars à la fin de l'exercice 2025, principalement en raison d'une augmentation du taux d'actualisation utilisé pour mesurer la solvabilité, partiellement contrebalancée par l'utilisation des surplus et par des rendements des actifs plus bas que prévu au premier trimestre de 2026. Étant donné que la situation de capitalisation de fin d'exercice du Régime dépasse les seuils prévus par la loi, Postes Canada n'est pas autorisée à verser des cotisations au titre des services rendus, et aucun paiement spécial de solvabilité n'est requis pour 2026. Les résultats des évaluations actuarielles finales pourraient différer de ces estimations.

Groupe d'entreprises de Postes Canada – 2026

Les graphiques ci-dessous illustrent les principaux résultats consolidés et la position de trésorerie de 2026 du Groupe.

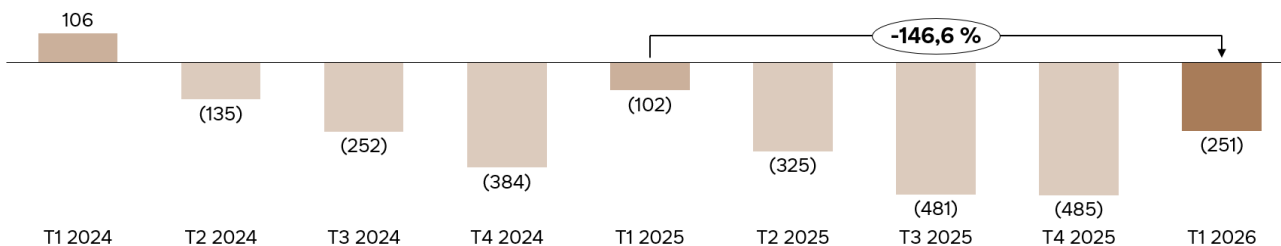
Produits d'exploitation consolidés trimestriels

(en millions de dollars)



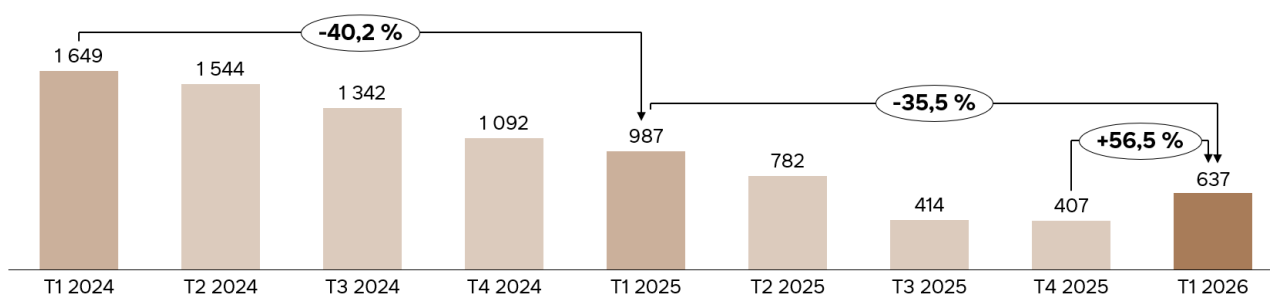
Résultat consolidé trimestriel avant impôt

(en millions de dollars)



Trésorerie, équivalents de trésorerie et titres négociables

(en millions de dollars)



2. Activités de base et stratégie

Examen des activités et de la stratégie de nos secteurs de base



Secteur Postes Canada

Comme l'a réaffirmé le gouvernement du Canada dans son annonce du 25 septembre 2025, la Société a pour mandat de servir toute la population canadienne tout en restant financièrement autonome. Le soutien répété du gouvernement financé par l'argent des contribuables n'est pas une solution à long terme. Le gouvernement a affirmé que Postes Canada est une institution nationale vitale qui mérite d'être préservée, mais qu'une transformation est nécessaire pour assurer la survie de l'entreprise et protéger les services sur lesquels les gens comptent.

Nos activités de base et notre stratégie sont décrites à la section 2 Activités de base et stratégie du rapport de gestion du Rapport annuel de 2025. À l'exception des mises à jour ci-dessous, aucun changement majeur n'a été apporté à la stratégie au cours du premier trimestre de 2026.

Notre transformation

Notre transformation adaptera notre réseau afin qu'il corresponde à la façon dont la population et les entreprises utilisent le service postal aujourd'hui, tout en continuant de répondre aux besoins de toutes les communautés.

Centralisation de la livraison

- Convertir aux boîtes postales communautaires (BPCOM) le reste des adresses qui bénéficient encore de la livraison à la porte afin d'assurer la rentabilité de la livraison et d'offrir un niveau de service semblable partout au pays. Nous avons eu des discussions avec 13 collectivités où nous prévoyons convertir environ 136 000 adresses de la livraison à la porte aux BPCOM à la fin de 2026 et au début de 2027.
- Continuer d'offrir et d'améliorer le Programme de mesures d'adaptation pour la livraison afin que tous les Canadiens et toutes les Canadiennes aient un accès approprié au service postal d'une manière qui répond à leurs besoins.

Modernisation du réseau de bureaux de poste

- Moderniser et optimiser notre réseau de vente au détail afin de mieux harmoniser les services avec la façon dont les gens magasinent et utilisent le service postal. Bien que les gens apprécient toujours les bureaux de poste, ils s'y rendent moins souvent et y font moins d'achats. Cette tendance a entraîné une baisse de 30 % des revenus de vente au détail depuis 2021. L'utilisation est également inégale à l'échelle du réseau.
- Recueillir et vérifier les données opérationnelles des bureaux de poste locaux en fonction d'études de marché. Les régions seront également analysées dans leur ensemble afin que chaque bureau de poste puisse être considéré sous l'angle communautaire. Cette démarche soutiendra l'analyse minutieuse de notre réseau afin de déterminer où les

changements sont les plus justifiés, tout en accordant la priorité au service à la population canadienne et en le protégeant là où les besoins sont les plus grands.

- Assurer le maintien du service aux communautés rurales, éloignées et autochtones, et fournir des normes de service comparables à celles des régions urbaines et suburbaines.

Actualisation des normes de service de la poste-lettres

- Travailler avec le gouvernement pour modifier les normes de livraison de la poste-lettres dans le *Protocole du service postal canadien* afin de s'adapter à la baisse des volumes de courrier.
- Cette nouvelle approche permettra un traitement plus efficace du courrier, une plus grande utilisation du transport terrestre et une plus grande flexibilité afin d'accroître la productivité à l'échelle de notre réseau.

Amélioration continue et autres occasions d'économies

- Améliorer la productivité de base grâce à un programme d'amélioration continue qui génère des gains d'efficacité opérationnelle.
- Réduire la taille de notre effectif global en tirant parti de nos niveaux élevés d'attrition prévus, y compris les taux naturels de départs à la retraite et le roulement volontaire, tout en réduisant au minimum les répercussions sur le personnel.

Tarification de la poste-lettres

- Le 26 mars 2026, les modifications législatives à la *Loi sur la Société canadienne des postes* (la *Loi*) ont reçu la sanction royale, déréglementant le processus d'établissement des tarifs postaux et des modalités de paiement connexes. Les autres changements réglementaires, conformes aux modifications apportées à la *Loi*, sont imminents.
- Postes Canada réalisera une consultation sur les tarifs postaux et les modalités connexes et les établira directement, sous réserve d'exceptions définies par la loi.

3. Indicateurs de rendement clés

Le secteur Postes Canada utilise des fiches de pointage pour évaluer le rendement et les progrès de la haute direction par rapport aux priorités stratégiques associées à ses objectifs de transformation et de modernisation de l'entreprise. Les indicateurs de rendement clés reflètent l'exécution à court terme et les résultats à long terme. Des rapports présentent régulièrement à la direction et au Conseil d'administration un aperçu détaillé de la performance du secteur. Les progrès et les réalisations par rapport aux objectifs de 2026 sont présentés ci-dessous et reflètent notre engagement à faire preuve de leadership en matière de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

Leadership à l'égard des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance

Indicateurs de rendement clés		Objectif pour 2026	Résultat du T1 de 2026	État
 Blessures ¹	Fréquence totale des blessures par tranche de 100 personnes, sur 12 mois (baisse)	(3,0) %	(20,0) %	A
	Fréquence des blessures entraînant une perte de temps par tranche de 100 personnes, sur 12 mois (baisse)	(4,0) %	(4,0) %	A
 Diversité du personnel ²	Autochtones	3,5 %	3,5 %	A
	Personnes en situation de handicap	9,1 %	9,1 %	A
 Émissions de gaz à effet de serre (GES) ³	De portées 1 et 2 pour les véhicules et les immeubles (émissions en kilotonnes d'équivalent dioxyde de carbone)	103,3	34,3	A
 Ratio de détournement des déchets ⁴	Pourcentage de déchets opérationnels solides non dangereux détournés des sites d'enfouissement grâce à la réduction, à la réutilisation ou au recyclage	73,0 %	71,4 %	B
 Accessibilité numérique	Taux d'accessibilité numérique pour tous les produits numériques actifs	94,5 %	94,2 %	A
 Approvisionnement auprès des Autochtones	Dépenses auprès des peuples autochtones (pourcentage de dépenses directes admissibles auprès d'entreprises détenues par des Autochtones)	5,0 %	4,0 %	B

Indicateurs de rendement clés		Objectif pour 2026	Résultat du T1 de 2026	État
 Amélioration des services postaux dans les communautés autochtones	Nombre de communautés bénéficiant de services élargis et améliorés	30	9	A
	Nombre de projets en discussion	135	38	A
 Retrait de produits illicites du flot de courrier dans les communautés autochtones	Nombre d'articles inspectés et retirés	4 000	1 002	A

Remarques :

- État A** Objectif atteint selon les paramètres de réussite ou en voie d'être atteint au 31 décembre 2026.
État B Objectif non atteint en raison d'un écart explicable.
État C Objectif non atteint (résultats hors des paramètres de réussite).

- La mesure de l'objectif pour 2026 a été modifiée, passant du nombre total de blessures à la fréquence totale des blessures. Cette mesure fondée sur le ratio est utilisée de façon uniforme dans tous les secteurs et fournit un indicateur plus significatif du rendement en matière de santé et de sécurité à mesure que la Société réalise ses initiatives de transformation, y compris les changements de la taille de l'effectif prévus.
- Bien que les cibles soient établies pour tous les groupes désignés aux fins de l'équité, la Société dépasse la cible de 80 % de disponibilité sur le marché du travail canadien pour les femmes et les personnes issues de minorités visibles, ce qui signifie que l'organisation ne peut pas demander des mesures d'embauche spéciales pour ces groupes. Enfin, nous nous attendons à une nouvelle perturbation de notre rendement en matière d'acquisition de talents en raison des retombées de la planification de l'effectif et du maintien du gel de l'embauche.
- Le résultat du premier trimestre de 2026 constitue une prévision et sera vérifié avec un trimestre de retard. Les résultats sont touchés par le caractère saisonnier des activités. La valeur confirmée pour 2026 (exercice complet) sera communiquée dans le Rapport sur le développement durable de 2026.
- Objectif de détourner des sites d'enfouissement au moins 90 % en poids des déchets non dangereux provenant de nos opérations et 90 % de tous les déchets issus de la construction et de la démolition d'ici 2030.

Notre transformation au cœur de nos actions

Au début du deuxième trimestre de 2026, Postes Canada a annoncé le début des travaux préliminaires sur sa transformation pluriannuelle. Des indicateurs de rendement clés pour mesurer les progrès par rapport aux résultats de la transformation sont en cours d'élaboration et seront inclus dans les futurs rapports financiers.

4. Capacités

Examen des enjeux qui influencent notre capacité à exécuter les stratégies, à gérer les indicateurs de rendement clés et à produire des résultats

Pour atteindre des résultats financièrement viables à long terme, nous devons moderniser l'entreprise afin de répondre aux besoins en évolution des Canadiens et des Canadiennes. Notre transformation pluriannuelle ne fait que commencer. Nous faisons ci-dessous le point sur nos réalisations en ce qui a trait aux piliers qui sous-tendent notre transformation (dynamiser l'économie canadienne, offrir un service sur lequel tous les Canadiens peuvent compter, faire ce qu'il faut pour nos employés et faire preuve de leadership sur les enjeux sociaux et environnementaux).

4.1 Dynamiser l'économie canadienne

Points saillants du T1 de 2026



Générer des revenus

- Signature d'une nouvelle entente avec Western Union, qui dispose du plus grand réseau mondial de transfert de fonds entre particuliers. L'entreprise offre des services de transferts de fonds internationaux et de retrait d'espèces, qui seront offerts dans les emplacements de Postes Canada.

4.2 Offrir un service sur lequel tous les Canadiens peuvent compter

Points saillants du T1 de 2026



Adapter notre réseau et nos services

- Déménagement du bureau de poste de Paris, en Ontario, et réalisation de modifications axées sur la santé et la sécurité au bureau de poste de Port Hardy, en Colombie-Britannique.
- Retrait de plus de 450 boîtes aux lettres publiques qui étaient partagées dans des installations postales existantes offrant des capacités de dépôt. La réduction du matériel de rue permet de réaliser des économies en raison de la baisse des coûts d'acquisition et d'entretien.



Amélioration continue

- Amélioration de la productivité de base grâce à la rationalisation de trois unités d'équipement de tri du courrier.

- Mise en place de nouvelles pratiques de partage de véhicules dans six postes de facteurs afin de réduire les coûts d'acquisition et d'entretien des véhicules.
- Amélioration des horaires de travail grâce à la prévision des volumes, entraînant une diminution de la main-d'œuvre (heures supplémentaires et personnel temporaire).

4.3 Faire ce qu'il faut pour nos employés

Points saillants du T1 de 2026



Gestion des talents

- Lancement d'un nouveau module sur le rendement et les objectifs, qui remplace les anciens formulaires. Cela simplifie la façon dont nous soutenons notre personnel en favorisant la transparence et l'automatisation en plus d'améliorer l'expérience du personnel et des chefs d'équipe. Des séances de perfectionnement ont été organisées pour les groupes de personnel touchés et fournissaient des ressources, y compris des vidéos et des outils de travail, afin d'assurer une transition en douceur.



Équité, diversité et inclusion

- Organisation d'une table ronde virtuelle à l'occasion de la Journée internationale des femmes.
- Commémoration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale et diffusion de documents de référence, comme notre *Charte contre le racisme et la discrimination*.



Structure organisationnelle

- Création du Bureau de l'exécution de la transformation, un organe d'exécution conçu pour coordonner, ordonner et intégrer tous les efforts de transformation de Postes Canada à l'échelle de l'entreprise, en assurant la cohérence, l'intégrité des décisions et l'exécution rigoureuse à grande échelle, tout en permettant aux équipes partout dans l'organisation de réussir dans leurs rôles respectifs.

Relations du travail

État des négociations

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Exploitation postale urbaine (STTP-EPU) et Factrices et facteurs ruraux et suburbains (STTP-FFRS)

Postes Canada et le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) ont mis au point des projets de convention collective de cinq ans pour les unités de négociation du STTP-EPU et du STTP-FFRS. Ces projets de convention collective comprennent des mesures de transformation et de réduction des coûts visant à favoriser la viabilité à long terme de la Société. Le vote de ratification par scrutin secret pour le personnel représenté est en cours et prendra fin le 30 mai 2026. Les parties ont convenu de maintenir la suspension de toute grève ou tout lock-out pendant le processus de ratification.

Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA)

La convention collective actuelle de l'ACMPA demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2026.

Alliance de la Fonction publique du Canada/Syndicat des employés des postes et communications (AFPC/SEPC)

Les parties ont convenu de reporter les négociations pour une nouvelle convention collective à août 2026, ou jusqu'à ce que les deux parties conviennent de reprendre les discussions. Cette entente aide à maintenir la stabilité pendant les périodes de transformation importantes de l'entreprise. La convention collective actuelle, qui a pris fin le 31 août 2024, s'applique toujours.

Association des officiers des postes du Canada (AOPC)

Les négociations ont repris le 24 mars 2026 et les discussions sont en cours. Le processus de négociation avec l'AOPC ne comprend pas la possibilité d'une grève ou d'un lock-out, et l'une ou l'autre des parties a la possibilité d'envoyer les questions non résolues à l'arbitrage des offres finales.

Transformation pluriannuelle

La transformation de la Société pour rebâtir et moderniser le service postal est amorcée. À la suite des premières réunions avec ses agents négociateurs, la Société commence les travaux préliminaires sur deux initiatives de base : la conversion aux boîtes postales communautaires des adresses restantes qui reçoivent encore la livraison à la porte et la modernisation du réseau de vente au détail. Nous échangerons régulièrement avec nos agents négociateurs pendant le déploiement de ces initiatives.

4.4 Faire preuve de leadership sur les enjeux sociaux et environnementaux

Points saillants du T1 de 2026



Développement durable

- Conversion de 111 emplacements en Colombie-Britannique au gaz naturel renouvelable, appuyant ainsi nos objectifs de réduction des émissions de portée 1.
- Élimination de l'emballage en plastique secondaire dans les principaux produits de Postes Canada, comme les enveloppes matelassées, les enveloppes et les enveloppes pour téléphones intelligents.
- Début d'un projet pilote sur le diesel renouvelable biogénique dans la région du Grand Vancouver, qui permettra de réduire les gaz à effet de serre provenant de notre parc de véhicules.
- Mise à jour des systèmes et des processus servant à fournir à notre clientèle des renseignements détaillés sur les émissions.



Critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)

- Examen par un tiers de notre inventaire des gaz à effet de serre de 2025 et des données liées à l'approvisionnement.
- Lancement d'un projet pilote de tableau de bord sur le développement durable avec les Opérations afin d'identifier les occasions de réduire la marche au ralenti des véhicules, d'améliorer l'efficacité énergétique et d'augmenter le détournement des déchets.

Notre Rapport sur le développement durable contient davantage d'information sur nos initiatives portant sur l'environnement, l'équité, la diversité et l'inclusion, la réconciliation avec les Autochtones et le soutien aux petites entreprises et à l'économie locale.

5. Revue des activités d'exploitation

Examen détaillé de notre performance financière au premier trimestre de 2026

5.1 Résultats d'exploitation consolidés

Tendances consolidées

Le tableau suivant présente les résultats consolidés du Groupe pour les neuf derniers trimestres et reflète le caractère saisonnier de ses activités. La demande de service atteint habituellement un sommet pendant la période des Fêtes au quatrième trimestre, puis baisse graduellement au cours des trimestres suivants, pour atteindre son niveau le plus bas au troisième trimestre. Ces tendances saisonnières peuvent aussi être influencées par l'incertitude découlant des négociations et les moyens de pression. Malgré les fluctuations de la demande, les coûts fixes importants du Groupe demeurent constants tout au long de l'année.

(en millions de dollars)

	T1 de 2026	T4 de 2025	T3 de 2025	T2 de 2025	T1 de 2025	T4 de 2024	T3 de 2024	T2 de 2024	T1 de 2024
Produits d'exploitation	2 422	2 228	2 114	2 363	2 509	2 020	2 213	2 267	2 404
Charges d'exploitation	2 659	2 692	2 571	2 659	2 589	2 393	2 455	2 461	2 582
Résultat d'exploitation	(237)	(464)	(457)	(296)	(80)	(373)	(242)	(194)	(178)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(14)	(20)	(24)	(29)	(22)	(11)	(10)	59	284
Résultat avant impôt	(251)	(484)	(481)	(325)	(102)	(384)	(252)	(135)	106
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(84)	(35)	(177)	(44)	(41)	(88)	(42)	(122)	6
Résultat net	(167)	(449)	(304)	(281)	(61)	(296)	(210)	(13)	100

Résultats consolidés du premier trimestre de 2026

(en millions de dollars)

	T1 de 2026	T1 de 2025	Écart (\$)	Écart (%)	Explication des écarts importants
Produits d'exploitation	2 422	2 509	(87)	(7,9) %	Baisses dans le secteur Postes Canada, en partie compensées par les augmentations inscrites par le secteur Purolator.
Charges d'exploitation	2 659	2 589	70	3,4 %	Hausse des charges liées à la main-d'œuvre dans le secteur Purolator en raison de la hausse des volumes, en partie contrebalancée par la baisse des charges d'exploitation dans le secteur Postes Canada, attribuable à la baisse des frais de règlement internationaux.
Résultat d'exploitation	(237)	(80)	(157)	(197,9) %	Hausse des pertes dans le secteur Postes Canada.
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(14)	(22)	8	37,0 %	Incidence du financement du gouvernement sur le secteur Postes Canada.
Perte avant impôt	(251)	(102)	(149)	(146,6) %	
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(84)	(41)	(43)	(106,7) %	Augmentation des pertes avant impôt du Groupe d'entreprises.
Résultat net	(167)	(61)	(106)	(173,0) %	
Autres éléments du résultat global	302	98	204	+	Hausse des gains de réévaluation découlant de la hausse des taux d'actualisation, en partie contrebalancée par des rendements des actifs des régimes de retraite moins élevés que prévu.

+ Pourcentage de variation élevé.

Au premier trimestre de 2026, le Groupe a enregistré une perte d'exploitation qui s'est détériorée par rapport au premier trimestre de 2025. En ce qui concerne le produit, les pertes d'exploitation totales dans le secteur Postes Canada ont été en partie compensées par l'augmentation des revenus du secteur Purolator. En ce qui concerne les coûts, la hausse des charges liées à la main-d'œuvre dans le secteur Purolator a été en partie contrebalancée par la baisse des charges d'exploitation dans le secteur Postes Canada, attribuable à la baisse des frais de règlement internationaux. Les renseignements sont présentés par secteur dans les sections 5.3 et 5.4.

5.2 Résultats d'exploitation par secteur



Résultats par secteur – Résultat avant impôt

(en millions de dollars)

	T1 de 2026	T1 de 2025	Écart (\$)	Écart (%)
Postes Canada	(205)	(41)	(164)	+
Purolator	23	19	4	19,8 %
Écritures de consolidation et éliminations	(69)	(80)	11	13,8 %
Groupe d'entreprises de Postes Canada	(251)	(102)	(149)	+

+ Pourcentage de variation élevé.

La perte avant impôt du Groupe s'est aggravée par rapport au premier trimestre de 2025, en raison de la hausse importante des pertes avant impôt dans le secteur Postes Canada, en partie contrebalancée par la hausse des profits avant impôt du secteur Purolator.



5.3 Secteur Postes Canada

Les pertes d'exploitation du secteur Postes Canada se sont aggravées au premier trimestre de 2026 par rapport à la période correspondante de 2025 en raison de baisses dans l'ensemble des principaux secteurs d'activité, comparativement aux hausses de volumes temporaires au premier trimestre de 2025, à la suite de l'arrêt de travail à la fin de 2024. La baisse des produits a été en partie compensée par les économies de coûts découlant de la réduction des frais de règlement du régime international attribuable à la diminution des volumes de colis de départ. La réduction des coûts, les initiatives d'amélioration continue et la baisse des investissements autres qu'en capital en raison de la redéfinition des priorités ont également contribué à la baisse globale des coûts.

Résumé des résultats du premier trimestre de 2026

(en millions de dollars)

	T1 de 2026	T1 de 2025	Écart (\$)	Écart (%)
Produits d'exploitation	1 608	1 789	(181)	(14,3) %
Charges d'exploitation	1 881	1 900	(19)	(6,9) %
Résultat d'exploitation	(273)	(111)	(162)	(147,2) %
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	68	70	(2)	(1,5) %
Perte avant impôt	(205)	(41)	(164)	+

+ Pourcentage de variation élevé.



Produits d'exploitation

Le revenu global a diminué au premier trimestre de 2026, en raison de la baisse des volumes dans les secteurs Colis, Courrier transactionnel et Marketing direct, en partie compensée par une légère augmentation dans les produits et services grand public. Les résultats ont été influencés par une combinaison de pressions concurrentielles et commerciales continues dans le secteur Colis, par la normalisation par rapport aux valeurs comparables inhabituellement robustes de l'année précédente, et l'érosion structurelle persistante des volumes des secteurs Courrier transactionnel et Marketing direct, alors que la clientèle se tourne vers des solutions numériques et modifie ses dépenses dans un contexte d'incertitude économique.



Produits et volumes selon le secteur d'activité

	Produits (en millions de dollars)				Volumes (en millions d'articles)			
	T1 de 2026	T1 de 2025	Écart (\$)	Écart (%)	T1 de 2026	T1 de 2025	Écart	Écart (%)
Colis du régime intérieur	435	484	(49)	(14,4) %	37	41	(4)	(13,4) %
Colis de départ	43	65	(22)	(36,7) %	2	3	(1)	(49,9) %
Colis d'arrivée	42	50	(8)	(20,1) %	4	6	(2)	(27,0) %
Autres	9	9	–	(2,3) %	–	–	–	–
Total – Colis	529	608	(79)	(17,1) %	43	50	(7)	(17,2) %
Poste-lettres du régime intérieur	755	824	(69)	(12,6) %	564	636	(72)	(15,3) %
Poste aux lettres de départ	21	24	(3)	(18,9) %	9	9	–	(14,2) %
Poste aux lettres d'arrivée	10	20	(10)	(52,7) %	10	14	(4)	(31,7) %
Total – Courrier transactionnel	786	868	(82)	(13,7) %	583	659	(76)	(15,7) %
Courrier personnalisé de Postes Canada ^{MC}	98	102	(4)	(7,7) %	168	165	3	(2,8) %
Courrier de quartier de Postes Canada ^{MC}	99	114	(15)	(17,3) %	776	918	(142)	(19,4) %
Total Marketing Intelliposte ^{MC}	197	216	(19)	(12,8) %	944	1 083	(139)	(16,9) %
Poste-publications ^{MC}	28	33	(5)	(18,5) %	35	42	(7)	(19,9) %
Correspondance-réponse d'affaires ^{MC} et autre courrier	3	4	(1)	(26,5) %	2	2	–	(21,8) %
Produits de données	5	4	1	9,8 %	–	–	–	–
Total – Marketing direct	233	257	(24)	(13,4) %	981	1 127	(146)	(17,0) %
Produits et services grand public	60	56	4	4,2 %	–	–	–	–
Total	1 608	1 789	(181)	(14,3) %	1 607	1 836	(229)	(16,5) %



Colis

Les produits du secteur Colis ont diminué de 79 millions de dollars (-17,1 %) au premier trimestre de 2026, en raison d'une baisse des volumes de 7 millions d'articles (-17,2 %) par rapport au premier trimestre de 2025, ce qui a eu des répercussions négatives sur toutes les catégories de colis. Voici les détails, répartis par catégorie de produits :

- Les produits de la catégorie **Colis du régime intérieur** ont baissé de 49 millions de dollars (-14,4 %), car la clientèle s'est tournée vers la concurrence, comme les entreprises bien établies à l'échelle mondiale et les nouvelles entreprises de livraison à faible coût qui offrent des services flexibles et fiables. En attendant que les conventions collectives soient ratifiées, la clientèle continue de recourir à des solutions de rechange, en concluant des ententes à plus long terme avec d'autres fournisseurs de services de livraison pour des raisons de capacité et de continuité du service. Même si une partie de la clientèle est revenue, certains comptes se sont avérés plus difficiles à regagner à court terme. Le retour des volumes dépend maintenant d'un service de qualité élevée et soutenue ainsi que d'une tarification concurrentielle offerte de façon constante, et pas seulement de la résolution du conflit de travail.
- Les produits du secteur **Colis de départ** ont diminué de 22 millions de dollars (-36,7 %) par rapport à l'année précédente, ce qui s'explique par une baisse de près de 50 % des volumes de colis de départ, en particulier ceux à destination des États-Unis. La suspension de l'exemption *de minimis* pour les colis d'une valeur de 800 \$ US ou moins en août 2025 par le gouvernement des États-Unis signifie que tous les envois postaux à destination de ce pays requièrent maintenant le prépaiement des droits de douane, peu importe la valeur des colis ou leur pays d'origine. Ces mesures ont pour effet net d'augmenter les coûts et d'entraîner une hésitation persistante à l'achat, car les gens ne connaissent pas toujours les tarifs, les délais et les frais qui peuvent s'ajouter à la valeur du panier d'achats en ligne lorsqu'ils commandent un article à l'étranger. Les produits canadiens qui entrent aux États-Unis coûtent maintenant plus cher que les produits du marché intérieur américain, ce qui nuit aux ventes au sud de la frontière. L'incertitude persistante liée au conflit de travail a également nui aux résultats.
- Les produits de la catégorie **Colis d'arrivée** (droits payés à Postes Canada par des administrations postales étrangères pour la livraison des envois provenant de l'extérieur du Canada) ont diminué de 8 millions de dollars (-20,1 %). Les volumes d'arrivée ont continué de chuter, car la clientèle a conclu des ententes avec des transporteurs commerciaux et des entreprises à faible coût, au lieu d'utiliser les réseaux postaux. L'incertitude généralisée sur les plans de l'économie et du commerce a accentué la pression à la baisse.
- Les produits de la **catégorie Autres**, qui comprennent en grande partie les frais du Programme des importations postales assujetties à des droits de douane, sont demeurés relativement stables par rapport à l'année précédente.



Courrier transactionnel

Les produits et les volumes du secteur d'activité Courrier transactionnel ont connu une baisse de respectivement 82 millions de dollars (-13,7 %) et de 76 millions d'articles (-15,7 %) au premier trimestre de 2026, comparativement à ceux du premier trimestre de 2025. Voici les détails, répartis par catégorie de produits :

- Les produits de la catégorie **Poste-lettres du régime intérieur** ont diminué de 69 millions de dollars (-12,6 %), ce qui correspond à l'érosion normale et continue prévue pour ce produit. L'ampleur de la baisse met en lumière les résultats de base élevés de 2025, alors que les volumes du premier trimestre de 2025 ont bondi temporairement en raison des envois pour les élections provinciales et des envois réglementaires, et par suite du traitement des volumes accumulés et de la reprise des dépôts après l'arrêt de travail à la fin de 2024. En 2026, les volumes sont revenus à leur tendance structurelle à la baisse, alors que les gens se tournent de plus en plus vers des solutions numériques.
- Les produits des catégories **Poste aux lettres de départ** et **Poste aux lettres d'arrivée** ont diminué de 3 millions de dollars (-18,9 %) et de 10 millions de dollars (-52,7 %), respectivement, au premier trimestre de 2026 par rapport à 2025. Les résultats de l'année précédente avaient connu une hausse, car les retards accumulés durant l'arrêt de travail à la fin de 2024 avaient généré une augmentation temporaire des volumes, lorsque les administrations postales étrangères ont recommencé à accepter le courrier transfrontalier. Comme il n'y a pas eu de hausse comparable au premier trimestre de 2026, les baisses de volume sont revenues à des niveaux plus habituels. Les produits du service Poste aux lettres de départ proviennent de la clientèle du régime intérieur pour le courrier destiné à d'autres administrations postales, tandis que les produits du service Poste aux lettres d'arrivée représentent la portion des frais perçus par les administrations postales, puis partagés avec Postes Canada pour la livraison au Canada.



Marketing direct

Les produits du secteur Marketing direct ont connu une baisse de 24 millions de dollars (-13,4 %) pour une baisse de 146 millions d'articles (-17,0 %) au premier trimestre de 2026, comparativement au premier trimestre de 2025. Voici les détails, répartis par catégorie de produits :

- Les produits du service **Courrier personnalisé de Postes Canada^{mc}** ont connu une baisse de 4 millions de dollars (-7,7 %) au premier trimestre de 2026, ce qui reflète le virage continu vers de nouvelles plateformes et de nouveaux joueurs. La clientèle est demeurée prudente dans le contexte économique actuel, les entreprises réduisant

leurs dépenses de marketing discrétionnaires. La proposition de valeur de notre offre de service demeure solide.

- Les produits du service **Courrier de quartier de Postes Canada^{mc}** ont diminué de 15 millions de dollars (-17,3 %) au premier trimestre de 2026, car l'incertitude économique a entraîné des changements dans les dépenses de marketing des entreprises. L'incertitude dans les relations de travail a également eu une incidence sur les résultats; cette tendance a commencé à avoir une incidence négative sur les volumes vers la fin de 2025.
- Les produits du service **Poste-publications** ont connu une baisse de 5 millions de dollars (-18,5 %) au premier trimestre de 2026, ce qui reflète la faiblesse persistante de la distribution d'imprimés, alors que les envois des maisons d'édition ont continué à diminuer en réponse à l'évolution des préférences du lectorat et aux pressions sur les coûts. La demande est demeurée modérée au début de 2026, car la migration vers les modèles d'abonnement numérique continue de nuire aux volumes.
- Le déclin du service **Correspondance-réponse d'affaires^{mc}**, attribuable à la baisse des envois Marketing direct, a été compensé par la hausse des ventes de produits de données de la catégorie **autre courrier** au premier trimestre de 2026.



Produits et services grand public

Les produits générés par les **Produits et services grand public** ont augmenté de 4 millions de dollars (+4,2 %), principalement en raison de la hausse des ventes de pièces de monnaie et des services postaux de base, ce qui a été en partie contrebalancé par la baisse des produits des services financiers et des services de réexpédition du courrier.



Charges d'exploitation

Au premier trimestre de 2026, les charges d'exploitation du secteur Postes Canada ont baissé de 19 millions de dollars (-6,9 %) par rapport au premier trimestre de 2025.

(en millions de dollars)

	T1 de 2026	T1 de 2025	Écart (\$)	Écart (%)	Explication des écarts importants
Main-d'œuvre	1 021	975	46	1,6 %	Quatre journées payées supplémentaires et augmentations salariales, en partie contrebalancées par les économies découlant de la baisse des volumes de colis et des heures supplémentaires.
Avantages du personnel	248	289	(41)	(19,1) %	Augmentation du taux d'actualisation qui a fait baisser les charges au titre des prestations de retraite n'ayant aucun effet sur la trésorerie et diminution des retenues obligatoires.
Total des charges liées à la main-d'œuvre et aux avantages du personnel	1 269	1 264	5	5,6 %	
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre	301	312	(11)	(9,6) %	Baisse des frais de règlement du régime international en raison de la baisse du volume de courrier de départ.
Immobilier, installations et entretien	74	72	2	2,7 %	Augmentation des coûts des réparations, de l'entretien et des services publics qui suit l'inflation.
Frais de vente, frais administratifs et charges liées aux TI	125	124	1	0,9 %	La hausse des coûts des TI et des produits vendus (pièces de monnaie) est en partie compensée par la réduction des créances irrécouvrables.
Investissements autres qu'en capital	29	35	(6)	(20,9) %	Ajustement de l'orientation des projets d'investissement.
Total des autres charges d'exploitation	529	543	(14)	(8,4) %	
Amortissement	83	93	(10)	(16,0) %	Baisse sur 12 mois des dépenses d'immobilisations et variation de l'estimation de la durée d'utilité des véhicules.
Total des charges d'exploitation	1 881	1 900	(19)	(6,9) %	



5.4 Secteur Purolator

Le bénéfice avant impôt du secteur Purolator a augmenté de 4 millions de dollars (+19,8 %) au premier trimestre de 2026 par rapport à celui de 2025.

Résumé des résultats

(en millions de dollars)

	T1 de 2026	T1 de 2025	Écart (\$)	Écart (%)	Explication des écarts importants
Produits d'exploitation	824	724	100	8,5 %	Augmentation du volume de colis.
Main-d'œuvre	341	294	47	8,9 %	Inflation et hausse des volumes de colis.
Avantages du personnel	78	63	15	16,9 %	Augmentation des congés de maladie payés et des coûts d'indemnisation des accidents du travail.
Autres charges d'exploitation	308	287	21	0,9 %	Augmentations du volume des colis.
Amortissement	61	49	12	15,5 %	Hausse des investissements en capital.
Charges d'exploitation	788	693	95	6,8 %	Augmentations du volume de colis.
Résultat d'exploitation	36	31	5	17,5 %	
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(13)	(12)	(1)	(14,0) %	Période de charge d'intérêts plus longue (plus de journées payées) comparativement à l'année précédente.
Résultat avant impôt	23	19	4	19,8 %	

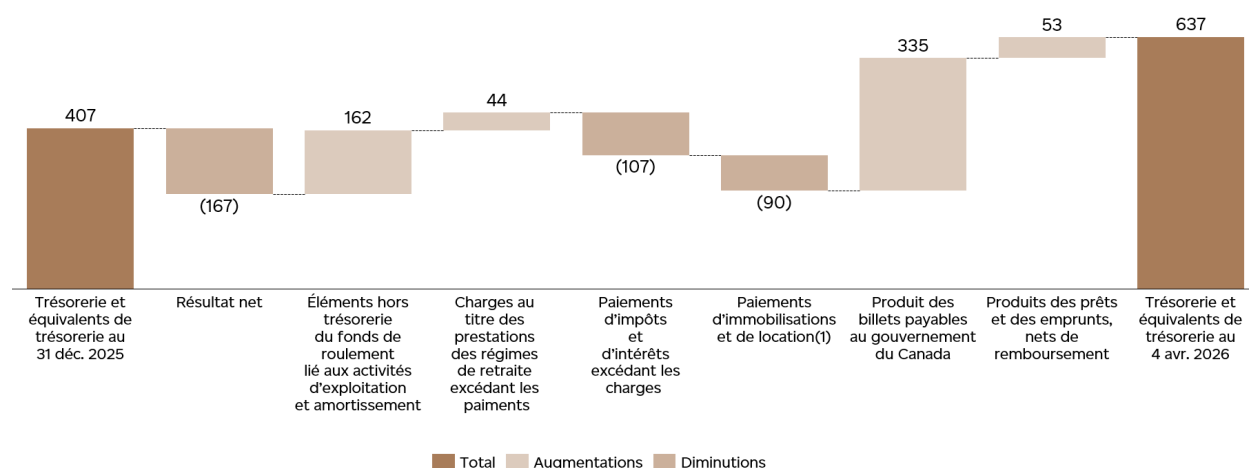
6. Liquidités et ressources en capital

Examen de nos flux de trésorerie, de nos liquidités et de nos ressources en capital

6.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Variation de la trésorerie pour le premier trimestre de 2026

(en millions de dollars)



1. Comprend l'effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

L'augmentation de la trésorerie de 230 millions de dollars (+56,5 %) est attribuable à la réception de 335 millions de dollars en financement remboursable du gouvernement à la fin de mars 2026, en partie contrebalancée par les pertes d'exploitation dans le secteur Postes Canada et les paiements versés en espèces au titre des immobilisations.



Acquisitions d'immobilisations

(en millions de dollars)*

	T1 de 2026	T1 de 2025	Écart (\$)	Écart (%)
Postes Canada	24	18	6	30,8 %
Purolator	42	30	12	45,4 %
Groupe d'entreprises de Postes Canada	66	48	18	39,6 %

* Les dépenses d'immobilisations comprennent les immobilisations acquises, mais qui n'ont pas encore été payées; elles diffèrent du montant présenté au titre des immobilisations à l'état consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie.

Secteur Postes Canada

(en millions de dollars)*

	T1 de 2026	T1 de 2025	Écart (\$)	Écart (%)
Acquisitions d'immobilisations	24	18	6	30,8 %
Investissements autres qu'en capital	29	35	(6)	(20,9) %
Investissement total	53	53	–	0,5 %

* Dans le cadre d'un projet, en raison de leur nature, certains coûts répondent aux critères des IFRS pour être capitalisés en tant qu'actif dans l'état consolidé résumé intermédiaire de la situation financière (investissement en capital), tandis que d'autres ne le peuvent pas et doivent être comptabilisés en tant qu'autres charges d'exploitation dans l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat global (investissements autres qu'en capital).

Les investissements totaux dans le secteur Postes Canada sont demeurés relativement stables au premier trimestre de 2026 par rapport à la période correspondante en 2025, la baisse des investissements autres qu'en capital ayant été contrebalancée par la hausse des dépenses d'immobilisations. La Société exploite un vaste réseau complexe qui nécessite des investissements réguliers. Dans le cadre de notre transformation, des investissements stratégiques sont nécessaires pour moderniser le service postal et renouer avec l'autonomie financière.

En 2026, les investissements comprendront ce qui suit :

- Achat et installation de boîtes postales communautaires pour réaliser la conversion à la livraison centralisée.
- Réapprovisionnement des biens essentiels, en mettant l'accent sur le remplacement des biens qui ont atteint la fin de leur vie utile ou qui sont devenus désuets.
- Ajout de la livraison la fin de semaine, d'abord à Toronto, à Montréal et à Ottawa (sous réserve de la ratification des conventions collectives).
- Ajout, notamment, de nouveaux points de remise en raison de la croissance du nombre d'adresses au pays afin de respecter l'obligation d'assurer un service universel.
- Initiatives environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) pour aider la Société à atteindre son objectif de réduction des gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030, y compris les initiatives de réduction des GES dans le parc immobilier.

6.2 Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes



Situation de capitalisation

À la fin du premier trimestre de 2026, l'excédent de solvabilité (selon la valeur marchande des actifs du régime) du Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes (le Régime) était estimé à 3 milliards de dollars, soit une augmentation de plus de 200 millions de dollars par rapport à l'estimation à la fin de l'exercice 2025, principalement en raison d'une augmentation des taux d'actualisation utilisés pour évaluer la solvabilité, partiellement contrebalancée par l'utilisation des surplus et par des rendements des actifs plus faibles que

prévu au premier trimestre de 2026. La plus récente évaluation actuarielle de la capitalisation du Régime a révélé un excédent sur le plan de la continuité.



Réévaluations

Aux fins comptables, un gain de réévaluation de 268 millions de dollars après impôt au titre du Régime a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global en raison d'une augmentation des taux d'actualisation, en partie contrebalancée par des rendements sur les actifs plus faibles que prévu au premier trimestre de 2026.



Cotisations

Étant donné que la situation de capitalisation de fin d'exercice du Régime dépasse les seuils prévus par la loi, Postes Canada n'est pas autorisée à verser des cotisations au titre des services rendus, et aucun paiement spécial de solvabilité n'est requis pour 2026. Les résultats des évaluations actuarielles finales pourraient différer de ces estimations. L'évaluation au 31 décembre 2025 sera déposée en juin 2026.

6.3 Liquidité et accès aux ressources en capital

Le Groupe estime que les arrangements décrits ci-dessous lui procurent des liquidités suffisantes et un accès opportun aux marchés financiers.

Secteur Postes Canada

Le secteur Postes Canada disposait de 559 millions de dollars en placements liquides non affectés au 4 avril 2026, soit une position de liquidité nette négative de 1,309 milliard de dollars (position de liquidité nette négative de 1,215 milliard de dollars en 2025) une fois soustrait l'encours des prêts et emprunts (incluant le financement remboursable du gouvernement) de 1,868 milliard de dollars (1,533 milliard de dollars en 2025). Cette baisse de 94 millions de dollars est attribuable aux flux de trésorerie d'exploitation. Au 4 avril 2026, les fonds accumulés et les marges de crédit immédiatement accessibles étaient insuffisants pour respecter les modalités contractuelles de remboursement pour les 12 prochains mois. L'accès au financement du gouvernement et aux facilités de crédit à court terme était nécessaire pour prévenir l'insolvabilité et assurer la continuité des services postaux.

Financement du gouvernement

En 2025, Postes Canada a commencé à recevoir du financement remboursable du gouvernement pour pouvoir demeurer solvable pendant les 12 prochains mois et se transformer afin de retrouver son autonomie financière. Se reporter aux états financiers consolidés de 2025 de Postes Canada pour obtenir des informations significatives sur les

méthodes comptables, ainsi que des jugements et des estimations liés aux billets à demande payables.

Le financement remboursable et non actualisé reçu du gouvernement du Canada était le suivant :
(en millions de dollars)

	Au 4 avril 2026
Reçu en 2025	1 034
Entrées (produits reçus) au T1 de 2026	335
Total	1 369

Postes Canada a présenté une nouvelle demande de financement dans son plan d'entreprise de 2026 à 2030 afin de pouvoir réaliser sa transformation et demeurer solvable. La Société gère soigneusement les dépenses discrétionnaires et d'investissement afin de préserver sa trésorerie. Se reporter à la note 2 a) des états financiers consolidés résumés intermédiaires de Postes Canada pour connaître les jugements et les estimations relatifs à la continuité de l'exploitation.

Conformément au paragraphe 127(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le ministre des Finances a approuvé le montant total du capital impayé pour tous les emprunts à court terme en 2026 dont l'échéance est d'un an ou moins, jusqu'à concurrence de 595 millions de dollars, pour la période se terminant le 31 décembre 2026. Les emprunts à court terme peuvent consister en une marge de crédit ou l'émission de billets à ordre ne devant pas dépasser 95 millions de dollars, et les facilités d'emprunt à court terme supplémentaires aux fins de gestion de la trésorerie d'urgence ne doivent pas dépasser 500 millions de dollars. Postes Canada a conclu des conventions de crédit pour des facilités à court terme totalisant 595 millions de dollars (595 millions de dollars au 31 décembre 2025), dont 575 millions de dollars étaient disponibles au premier trimestre de 2026. Au 4 avril 2026, des lettres de crédit de 20 millions de dollars (20 millions de dollars au 31 décembre 2025) ont été émises.

Ses emprunts totalisant 499 millions de dollars au 4 avril 2026, le secteur Postes Canada disposait de 2,001 milliards de dollars non utilisés de sa limite d'emprunt externe de 2,5 milliards de dollars.

L'autofinancement de la Société découle principalement de l'utilisation de la trésorerie, des fonds provenant des activités d'exploitation et du financement remboursable du gouvernement.

Secteur Purolator

La filiale de Purolator, Livingston, remet les droits de douane et la taxe sur les produits et services aux organismes gouvernementaux au nom de la clientèle. Les soldes de trésorerie disponibles et une facilité de crédit renouvelable de 550 millions de dollars (240 millions de dollars disponibles) sont utilisés pour financer ces versements. La facilité de crédit est également utilisée pour financer les dépenses d'immobilisations. Une facilité de crédit supplémentaire de 600 millions de dollars a été utilisée pour financer l'acquisition de Livingston, dont 30 millions de dollars ont été remboursés. Au 4 avril 2026, Purolator disposait de 77 millions de dollars en trésorerie non affectée, assurant ainsi des liquidités suffisantes pour soutenir ses activités pendant au moins les 12 prochains mois.

7. Évolution de la situation financière

Examen des variations importantes des actifs et des passifs entre le 31 décembre 2025 et le 4 avril 2026

(en millions de dollars)

ACTIF	4 avril 2026	31 décembre 2025	Écart (\$)	Écart (%)	Explication des écarts importants
Trésorerie et équivalents de trésorerie	637	407	230	56,5 %	Consulter la section 6 – Liquidités et ressources en capital.
Clients, autres débiteurs et actifs sur contrat	1 169	1 330	(161)	(12,1) %	Baisse des créances dans les deux secteurs, avec une diminution importante des créances de Purolator.
Impôt à recevoir	1	–	1	94,3 %	
Actifs détenus en vue de la vente	41	41	–	–	
Charges payées d'avance	160	189	(29)	(15,1) %	Baisse des charges payées d'avance dans tous les secteurs.
Total des actifs courants	2 008	1 967	41	2,1 %	
Immobilisations corporelles	3 988	4 024	(36)	(0,9) %	Amortissement en excédent des acquisitions dans le secteur Postes Canada.
Immobilisations incorporelles	804	819	(15)	(1,8) %	Amortissement en excédent des acquisitions, principalement dans le secteur Purolator.
Actifs au titre de droits d'utilisation	1 373	1 398	(25)	(1,8) %	Amortissement en excédent des nouveaux contrats de location et des renouvellements de contrats de location, principalement dans le secteur Purolator.
Titres réservés	302	301	1	0,2 %	Principalement attribuable aux produits d'intérêts, en partie contrebalancés par les pertes sur les titres réservés du secteur Postes Canada, comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	5 660	5 343	317	5,9 %	Gain de réévaluation, principalement au titre du Régime de pension agréé de Postes Canada (le Régime).
Goodwill	661	661	–	–	
Autres actifs	59	61	(2)	(2,5) %	
Total des actifs non courants	12 847	12 607	240	1,9 %	
Total des actifs	14 855	14 574	281	1,9 %	

(en millions de dollars)

PASSIF	4 avril 2026	31 décembre 2025	Écart (\$)	Écart (%)	Explication des écarts importants
Fournisseurs et autres crédateurs, y compris les remises gouvernementales	918	1 229	(311)	(25,3) %	Calendrier et baisse des crédateurs et des comptes de régularisation dans le Groupe.
Salaires et avantages à payer	915	755	160	21,1 %	Augmentation principalement dans le secteur Postes Canada, attribuable essentiellement au calendrier.
Prêts et emprunts	340	278	62	22,2 %	Utilisation par Purolator de facilités de crédit renouvelables pour financer les remises gouvernementales au nom de sa filiale, Livingston.
Billets à demande payables au gouvernement du Canada	1 341	1 005	336	33,4 %	Financement gouvernemental remboursable supplémentaire conformément à l'article 31 de la <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> reçu au T1 de 2026.
Provisions	68	77	(9)	(12,1) %	Baisse des provisions dans les deux secteurs.
Impôt à payer	1	15	(14)	(91,6) %	Règlement des impôts de 2025 payables dans le secteur Purolator à la suite de l'acquisition de Livingston.
Produits différés	141	160	(19)	(11,7) %	Baisse dans le secteur Postes Canada principalement attribuable à la comptabilisation des produits différés de subventions.
Obligations locatives	104	103	1	0,8 %	
Passifs au titre des autres avantages à long terme	52	52	–	–	
Total des passifs courants	3 880	3 674	206	5,6 %	
Obligations locatives	1 503	1 524	(21)	(1,4) %	Paiements au titre de la location en partie compensés par les nouveaux contrats de location et les renouvellements, principalement dans le secteur Purolator.
Prêts et emprunts	1 030	1 038	(8)	(0,7) %	Remboursement du prêt à terme de Purolator.
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	2 946	2 990	(44)	(1,4) %	Gains de réévaluation et paiements au titre d'autres avantages postérieurs à l'emploi.
Passifs d'impôt différés	231	219	12	5,4 %	Principalement des gains provenant de la réévaluation du régime de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi dans le secteur Postes Canada.
Autres passifs	60	53	7	11,1 %	
Total des passifs non courants	5 770	5 824	(54)	(0,9) %	
Total des passifs	9 650	9 498	152	1,6 %	

	4 avril 2026	31 décembre 2025	Écart (\$)	Écart (%)	Explication des écarts importants
CAPITAUX PROPRES					
Capital d'apport	1 155	1 155	–	–	
Cumul des autres éléments du résultat global	4	6	(2)	(11,7) %	
Résultat non distribué	3 949	3 813	136	3,5 %	Gains provenant de la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi.
Capitaux du Canada	5 108	4 974	134	2,7 %	
Participations ne donnant pas le contrôle	97	102	(5)	(4,7) %	Dividende versé aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
Total des capitaux propres	5 205	5 076	129	2,6 %	
Total des passifs et des capitaux propres	14 855	14 574	281	1,9 %	

8. Risques et gestion des risques

Mise à jour sur les principaux risques et incertitudes propres à nos activités et sur notre approche pour gérer les risques

Dans le Rapport de gestion annuel de 2025, nous avons fourni un examen détaillé des risques qui pourraient avoir une incidence importante sur nos activités. À l'exception de ce qui est indiqué ci-dessous, aucun fait nouveau n'est à rapporter relativement à nos risques émergents ou principaux au premier trimestre de 2026.

Risques émergents



Conflits internationaux

Le 28 février 2026, un conflit militaire à grande échelle a commencé au Moyen-Orient, ce qui a entraîné une importante instabilité régionale. Cet événement géopolitique a accentué l'incertitude et contribué à la volatilité des prix de l'énergie. Bien que l'économie canadienne ait fait preuve d'une résilience relative, les changements dans les comportements de consommation, en particulier la réduction des dépenses liées aux biens non essentiels, peuvent avoir une incidence négative sur les activités de vente au détail.

Ces facteurs peuvent toucher Postes Canada des manières suivantes :

- Baisse des volumes de colis du régime intérieur en raison de la réduction des dépenses de consommation. Toutefois, une sensibilité accrue aux prix pourrait compenser en partie cette baisse en favorisant une augmentation des achats en ligne, car les gens recherchent de plus en plus des réductions et un bon rapport qualité-prix.
- Pression continue sur les volumes des services Courrier transactionnel et Marketing Intelliposte^{MC}, car les ménages et les entreprises limitent les dépenses discrétionnaires et de marketing.
- Augmentation de la volatilité des coûts du carburant et des autres coûts d'exploitation, ce qui accroît la pression sur les marges.
- Répercussions limitées et indirectes des changements apportés aux cadres douaniers et du commerce international qui touchent une partie des lettres et des colis d'arrivée et de départ.



Fraude liée aux étiquettes contrefaites

Comme d'autres organisations postales, la Société est exposée au risque que des étiquettes d'expédition contrefaites ou non autorisées soient introduites dans son réseau de livraison, ce qui pourrait entraîner le traitement et la livraison de colis pour lesquels aucuns frais

d'affranchissement valides n'ont été perçus. Ce risque peut avoir une incidence négative sur les revenus et les marges, car des coûts de livraison et de manutention pourraient être engagés sans paiement correspondant. Sous la supervision de la direction, des mesures visent à atténuer graduellement les répercussions potentielles. Cela comprend notamment un meilleur suivi et une meilleure analyse, davantage de contrôles de la clientèle et des comptes, des interventions opérationnelles ciblées et des efforts coordonnés entre les groupes des opérations, de la technologie et de la sécurité.

9. Méthodes, estimations comptables critiques et contrôles internes

Examen des estimations comptables critiques et des changements de méthodes comptables au premier trimestre de 2026 et dans les exercices ultérieurs

9.1 Méthodes comptables

Les renseignements concernant les méthodes comptables de Postes Canada sont présentés aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le premier trimestre de 2026.

9.2 Jugements et estimations comptables critiques

L'établissement des états financiers consolidés intermédiaires de la Société exige que la direction porte des jugements, fasse des estimations et pose des hypothèses qui sont complexes et subjectifs en se fondant sur l'information dont elle dispose, lesquels influent sur les valeurs comptables et les informations présentées. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations et de ces hypothèses. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée, si elle n'a de répercussions que sur cette période, ou dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée ainsi que dans les périodes futures, si la révision a une incidence sur la période considérée et les périodes futures. Les renseignements concernant les estimations et jugements comptables critiques de Postes Canada sont présentés à la note 4 des états financiers consolidés audités de 2025. Pour le premier trimestre de 2026, les estimations et les jugements comptables les plus importants sont liés à la continuité de l'exploitation – se reporter à la note 2 a).

9.3 Contrôles internes

Il n'y a eu aucun changement au premier trimestre de 2026 aux contrôles internes à l'égard de l'information financière à fournir qui a eu ou qui aurait vraisemblablement pu avoir une incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière à fournir.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière intermédiaire

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (états financiers intermédiaires) conformément à la *Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires.

À notre connaissance, ces états financiers intermédiaires non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires.

Le président-directeur général,



La chef des finances,



Le 28 mai 2026

État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière

(non audité – en millions de dollars canadiens)

	Au 4 avril 2026	Au 31 décembre 2025
ACTIFS		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	637	407
Clients, autres débiteurs et actifs sur contrat	1 169	1 330
Impôt à recevoir	1	–
Actifs détenus en vue de la vente	41	41
Charges payées d'avance	160	189
Total des actifs courants	2 008	1 967
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles (note 4)	3 988	4 024
Immobilisations incorporelles (note 4)	804	819
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 4)	1 373	1 398
Titres réservés	302	301
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite (note 5)	5 660	5 343
Goodwill	661	661
Autres actifs	59	61
Total des actifs non courants	12 847	12 607
Total des actifs	14 855	14 574

	Au 4 avril 2026	Au 31 décembre 2025
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs, incluant les remises gouvernementales	918	1 229
Salaires et avantages à payer	915	755
Prêts et emprunts (note 8)	340	278
Billets à demande payables au gouvernement du Canada (note 9)	1 341	1 005
Provisions	68	77
Impôt à payer	1	15
Produits différés	141	160
Obligations locatives (note 7)	104	103
Passifs au titre des autres avantages à long terme (note 5)	52	52
Total des passifs courants	3 880	3 674
Passifs non courants		
Obligations locatives (note 7)	1 503	1 524
Prêts et emprunts (note 8)	1 030	1 038
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme (note 5)	2 946	2 990
Passifs d'impôt différé (note 6)	231	219
Autres passifs	60	53
Total des passifs non courants	5 770	5 824
Total des passifs	9 650	9 498

	Au 4 avril 2026	Au 31 décembre 2025
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		
Capitaux propres		
Capital d'apport	1 155	1 155
Cumul des autres éléments du résultat global (note 14)	4	6
Résultat non distribué	3 949	3 813
Capitaux du Canada	5 108	4 974
Participations ne donnant pas le contrôle	97	102
Total des capitaux propres	5 205	5 076
Total des passifs et des capitaux propres	14 855	14 574

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire du résultat global

(non audité – en millions de dollars canadiens)

	Période de 13 semaines close le 4 avril 2026	Période de 13 semaines close le 29 mars 2025
Produits d'exploitation (note 11)	2 422	2 509
Charges d'exploitation		
Main-d'œuvre	1 362	1 270
Avantages du personnel	326	351
	1 688	1 621
Autres charges d'exploitation (note 12)	827	826
Amortissement (note 5)	144	142
Total des charges d'exploitation	2 659	2 589
Résultat d'exploitation	(237)	(80)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement		
Produits de placement et autres produits (note 13)	31	11
Charges financières et autres charges (note 13)	(45)	(33)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(14)	(22)
Résultat avant impôt	(251)	(102)
Recouvrement d'impôt sur le résultat (note 6)	(84)	(41)
Résultat net	(167)	(61)
Autres éléments du résultat global (note 14)		
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net		
Variation de la juste valeur latente des actifs financiers	(3)	2
Pertes latentes sur les écarts de conversion des devises	1	3
Élément qui ne sera jamais reclassé en résultat net		
Réévaluations des régimes à prestations déterminées	304	93
Autres éléments du résultat global	302	98
Résultat global	135	37
Résultat net attribuable au (aux) :		
Gouvernement du Canada	(168)	(62)
Participations ne donnant pas le contrôle	1	1
	(167)	(61)
Résultat global attribuable au (aux) :		
Gouvernement du Canada	134	37
Participations ne donnant pas le contrôle	1	–
	135	37

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres

(non audité – en millions de dollars canadiens)

Période de 13 semaines close le 4 avril 2026	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultat non distribué	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2025	1 155	6	3 813	4 974	102	5 076
Résultat net	–	–	(168)	(168)	1	(167)
Autres éléments du résultat global (note 14)	–	(2)	304	302	–	302
Résultat global	–	(2)	136	134	1	135
Transactions avec les actionnaires – Dividende	–	–	–	–	(6)	(6)
Solde au 4 avril 2026	1 155	4	3 949	5 108	97	5 205

Période de 13 semaines close le 29 mars 2025	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultat non distribué	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2024	1 155	5	3 849	5 009	91	5 100
Résultat net	–	–	(62)	(62)	1	(61)
Autres éléments du résultat global	–	5	93	98	–	98
Résultat global	–	5	31	36	1	37
Transactions avec les actionnaires – Dividende	–	–	–	–	(9)	(9)
Solde au 29 mars 2025	1 155	10	3 880	5 045	83	5 128

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie

(non audité – en millions de dollars canadiens)

	Période de 13 semaines close le 4 avril 2026	Période de 13 semaines close le 29 mars 2025
Activités d'exploitation		
Résultat net	(167)	(61)
Ajustements visant à rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :		
Amortissement (note 4)	144	142
Charges au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme (note 5)	109	137
Paiements effectués au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme (note 5)	(65)	(61)
Profit sur la vente d'immobilisations, net des pertes de valeur (note 13)	(2)	–
Recouvrement d'impôt sur le résultat et autres éléments ayant une incidence sur l'impôt à recevoir net (note 6)	(83)	(67)
Charges d'intérêts nettes (note 13)	35	22
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation :		
Diminution (augmentation) des clients et autres débiteurs	160	(102)
(Diminution) augmentation des fournisseurs et autres créditeurs, incluant les remises gouvernementales	(301)	90
Augmentation des salaires et avantages à payer	160	36
Diminution des provisions	(9)	(5)
Diminution (augmentation) nette d'autres éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	12	(31)
Autres (charges) produits sans effet sur la trésorerie, montant net	(2)	5
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant intérêts et impôt	(9)	105
Intérêts perçus	4	14
Intérêts payés	(43)	(37)
Impôts payés	(20)	(18)
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(68)	64
Activités d'investissement		
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	–	(279)
Acquisition de titres	–	(15)
Produit de la vente de titres	–	211
Paiements versés en espèces au titre d'immobilisations	(65)	(115)
Autres activités d'investissement, montant net	–	(1)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(65)	(199)
Activités de financement		
Produit des billets payables au gouvernement du Canada (note 9)	335	–
Remboursement de prêts et d'emprunts	(728)	(676)
Produit des prêts et emprunts	781	955
Paiement des obligations locatives	(25)	(29)
Dividende versé aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(6)	(9)
Autres activités de financement, montant net	5	(8)
Entrées de trésorerie liées aux activités de financement	362	233
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	229	98
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	407	802
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1	2
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	637	902

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Période de 13 semaines close le 4 avril 2026

1. Constitution, activités et instructions	45
2. Règles de présentation	45
3. Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées	49
4. Immobilisations	51
5. Régimes de retraite, autres avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme	53
6. Impôt sur le résultat	56
7. Obligations locatives	57
8. Prêts et emprunts	58
9. Billets à demande payables au gouvernement du Canada et produit différé de subventions gouvernementales	59
10. Gestion du capital et risque de liquidité	60
11. Désagrégation des produits	62
12. Autres charges d'exploitation	63
13. Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement	64
14. Autres éléments du résultat global	64
15. Transactions avec des parties liées	65
16. Informations sectorielles	67

1. Constitution, activités et instructions

Dans les présentes notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires, la « Société », « Postes Canada » et le « secteur Postes Canada » désignent la Société canadienne des postes, à l'exception de ses filiales. Le « Groupe d'entreprises de Postes Canada », le « Groupe d'entreprises » et le « Groupe » désignent collectivement la Société canadienne des postes et ses filiales.

Établie en 1981 par la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société canadienne des postes (la Société) est une société d'État qui figure à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle est mandataire de Sa Majesté. Son siège social est situé au 2701, promenade Riverside, Ottawa (Ontario), au Canada.

La Société exploite un service postal de collecte, de transmission et de livraison de messages, de renseignements, de fonds ou de marchandises au pays ainsi qu'entre le Canada et l'étranger. Tout en assurant l'essentiel du service postal de base, la Société doit, en vertu de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, exécuter sa mission en veillant à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada et comparables pour des collectivités de même importance.

La *Loi sur la Société canadienne des postes* donne à la Société l'exclusivité (à quelques exceptions près) de la collecte et de la transmission des lettres, ainsi que de leur livraison aux destinataires au Canada. La Société est également assujettie à des instructions émises en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, comme l'indique la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025. L'état de ces directives demeure inchangé, à l'exception de ce qui est indiqué ci-dessous.

En janvier 2026, la Société a reçu une instruction, en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, lui enjoignant d'harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques avec le Cadre stratégique de la politique d'approvisionnement « Achetez canadien » et les instruments de politique publiés en vertu de la section 6 de ce cadre, tels que modifiés de temps à autre, d'une manière qui est conforme à son mandat et de rendre compte de la mise en œuvre de cette instruction dans son plan d'entreprise de 2027 à 2031.

2. Règles de présentation

Déclaration de conformité • La Société a préparé ses états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (états financiers intermédiaires) conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire* des Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et la *Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Conformément aux dispositions de cette norme, les présents états financiers intermédiaires ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans des états financiers consolidés annuels. Ils doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025. Le Conseil

d'administration a approuvé les présents états financiers intermédiaires et en a autorisé la publication le 28 mai 2026.

Règles de présentation • Les présents états financiers intermédiaires ont été établis au coût historique, sauf pour les cas autorisés par les IFRS publiées par l'IASB et lorsque les notes indiquent qu'une autre méthode a été appliquée. Même si la date de clôture de l'exercice de la Société, qui est le 31 décembre, coïncide avec la fin de l'année civile, les dates de clôture des trimestres de la Société ne correspondent pas nécessairement aux trimestres de l'année civile. De fait, les trimestres financiers de la Société ont 13 semaines. Les états financiers intermédiaires et les notes afférentes sont préparés pour la période de 13 semaines (premier trimestre ou T1) close le 4 avril 2026 (période comparative close le 29 mars 2025). Les montants sont présentés en millions de dollars, sauf indication contraire.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation • Les présents états financiers intermédiaires sont présentés en dollars canadiens. Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle de la Société.

Caractère saisonnier des activités • Le volume des opérations consolidées de la Société varie au cours d'un même exercice, les pics de demande ayant lieu pendant les Fêtes de fin d'année au cours du quatrième trimestre. Pendant les trois premiers trimestres de l'exercice, la demande baisse généralement de manière constante et les creux ont habituellement lieu pendant les mois d'été du troisième trimestre. Les opérations consolidées prennent en compte des coûts fixes importants qui ne varient pas à court terme en fonction des fluctuations de la demande de services.

Informations significatives sur les méthodes comptables • Les informations significatives sur les méthodes comptables utilisées aux fins des présents états financiers intermédiaires sont énoncées à la note 3 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025. Les méthodes comptables ont été appliquées de la même manière pour toutes les périodes présentées, sauf indication contraire.

Méthode de consolidation • Ces états financiers intermédiaires comprennent les comptes de la Société et de ses filiales, désignées collectivement sous le nom de Groupe d'entreprises de Postes Canada, de Groupe d'entreprises ou de Groupe. Les résultats financiers par secteur sont inclus à la note 16.

Des informations sur les activités des principales filiales de la Société sont présentées dans le tableau ci-après.

Nom de la filiale	Principales activités	Pays de constitution	Pays d'exercice des activités	Proportion de la participation détenue directement ou indirectement
Les Investissements Purolator Ltée ¹	Services de messagerie, de livraison de colis, de fret, de logistique, de courtage en douane et de conseil en échanges internationaux	Canada	Canada, États-Unis, Europe et Asie	91 %

1. Comprend la propriété à 100 % de Livingston International Inc. (Livingston). Livingston est une importante filiale de Les Investissements Purolator Ltée.

Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations •

L'établissement des états financiers intermédiaires de la Société exige que la direction porte des jugements, fasse des estimations et pose des hypothèses qui sont complexes et subjectifs, en se fondant sur l'information dont elle dispose, lesquels influent sur les valeurs comptables et les informations présentées dans ces états financiers intermédiaires et les notes afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses. Il est raisonnablement possible que les réévaluations faites à court terme, par la direction, de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses ainsi que d'autres estimations ou hypothèses, conjuguées aux résultats réels, entraînent une modification importante des valeurs comptables et des informations présentées dans les états financiers consolidés des périodes futures.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées, si elle n'a de répercussions que sur cette période, ou dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures, si les révisions ont une incidence sur la période considérée et sur les périodes futures. Les jugements critiques et les sources principales d'incertitude relative aux estimations sont présentés dans la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025. À l'exception de ce qui est indiqué ci-dessous, aucun changement important n'a été apporté à ces jugements ou à ces sources d'incertitude relative aux estimations au cours de la période de 13 semaines close le 4 avril 2026.

- a) Continuité de l'exploitation** – Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis sur la base de la continuité de l'exploitation conformément à l'IAS 34 publiée par l'IASB, en supposant que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses passifs et engagements dans le cours normal de ses activités.

Depuis 2018, le secteur Postes Canada a enregistré des pertes d'exploitation cumulatives de plus de 6,4 milliards de dollars. Ces résultats ont eu une incidence sur la position de liquidité nette de la Société. La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'épuisent. Au 4 avril 2026, les fonds cumulés et les marges de crédit immédiatement accessibles étaient insuffisants pour respecter les modalités de remboursement contractuelles; une contribution du gouvernement est nécessaire pour que la Société demeure solvable en 2026. Les pertes financières récurrentes menacent la capacité de la Société à atteindre la mission fixée par le gouvernement du Canada voulant qu'elle veille à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada.

Le plan d'entreprise de 2026 à 2030 (le plan) a été soumis au ministre responsable de la Société le 5 novembre 2025. Le Conseil du Trésor a approuvé la première année du plan, soit 2026. Le plan présente les défis importants auxquels fait face la Société ainsi qu'une proposition de mesures de liquidité à court terme qui permettront à la Société de maintenir sa liquidité en espèces au cours de l'exercice 2026 :

- **Injection de fonds publics allant jusqu'à 1,008 milliard de dollars.** Conformément à l'article 31 de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, Postes Canada a continué de recevoir les montants nécessaires pour lui permettre de payer ses frais de fonctionnement et imputables sur le revenu, lesquels ne sont pas suffisamment couverts par ses revenus disponibles prévus. En janvier 2026, le gouvernement a approuvé un financement remboursable allant jusqu'à 1,008 milliard de dollars. Bien qu'ils n'aient pas encore été approuvés, d'autres montants continueront d'être demandés par l'entremise du processus du Budget supplémentaire des dépenses du gouvernement du Canada, en temps opportun et au besoin, afin de veiller à ce que la Société demeure solvable tout au long de l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars 2027.
- **Nouvelles facilités d'emprunt à court terme.** Conformément au paragraphe 127(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le ministre des Finances a approuvé le montant total du capital impayé pour tous les emprunts à court terme dont l'échéance est d'un an ou moins, jusqu'à concurrence de 595 millions de dollars, pour la période se terminant le 31 décembre 2026. D'autres facilités d'emprunts pourraient provenir de la Couronne, ou d'autres sources, si disponibles.

La Société est d'avis que ces mesures à court terme lui fourniront suffisamment de liquidités pendant au moins 12 mois à compter de la date de clôture. Postes Canada a soumis son plan de transformation au ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement aux fins d'approbation. La capacité de la Société à atteindre l'autonomie financière à long terme dépend de la mise en œuvre de ces mesures de transformation.

La direction a conclu qu'il n'existe pas d'incertitudes significatives qui jettent un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation pendant une période qui s'étale au minimum, sans toutefois s'y limiter, sur 12 mois à compter de la date de clôture. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comprennent aucun ajustement de la valeur comptable des actifs et des passifs, des produits et des charges présentés, ou de la classification de l'état consolidé de la situation financière qui pourraient être requis si la Société n'était pas en mesure d'obtenir le soutien législatif nécessaire pour assurer sa stabilité financière. Se reporter aux notes 8 et 10 pour obtenir plus de renseignements sur nos facilités d'emprunt, notre gestion du capital et le risque de liquidité.

- b) Conflits internationaux** – Un conflit militaire de grande envergure au Moyen-Orient a commencé le 28 février 2026, entraînant une importante instabilité régionale. Ces événements géopolitiques ont accentué l'incertitude du marché de l'énergie et contribué à la volatilité des prix de l'énergie, ce qui pourrait avoir une incidence sur les opérations, la chaîne d'approvisionnement et les résultats financiers du Groupe pour 2026.

La durée et les répercussions de ce conflit sont inconnues. Il est impossible d'estimer de façon fiable la durée et la gravité des faits nouveaux et leur incidence sur les résultats financiers et la situation du Groupe dans les périodes à venir.

3. Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées

a) Nouvelles normes, modifications ou interprétations en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2026

Les modifications applicables suivantes publiées par l'IASB nécessitant une adoption obligatoire par le Groupe au 1^{er} janvier 2026 ou après cette date n'ont entraîné aucun changement dans les états financiers intermédiaires de la Société.

Norme	Objet et portée
IFRS 7, <i>Instruments financiers : Informations à fournir</i> et IFRS 9, <i>Instruments financiers – Modifications touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers</i>	Les modifications fournissent des précisions sur la décomptabilisation d'un passif financier réglé au moyen d'un transfert électronique et sur le classement d'actifs financiers liés aux critères environnementaux, sociaux et de gouvernance, ainsi que d'actifs sans recours et d'instruments liés par contrat. Plus précisément, les modifications permettent à une entité de considérer qu'une obligation financière (ou une partie de celle-ci) qui sera réglée en espèces au moyen d'un système de paiement électronique sera acquittée avant la date de règlement si des critères précis sont respectés. Une entité qui choisit d'appliquer l'option de décomptabilisation devra l'appliquer à tous les règlements effectués par l'entremise du même système de paiement électronique. De plus, des informations supplémentaires doivent être fournies pour les instruments financiers comportant des caractéristiques conditionnelles et les instruments de capitaux propres classés comme étant à la juste valeur au moyen d'autres éléments du résultat global. Incidence : Pour les paiements effectués au moyen d'un système de paiement électronique, la Société choisira de décomptabiliser les passifs financiers avant la date de règlement. Cette décision n'aura aucune incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés.

L'adoption de ces modifications n'a eu aucune incidence.

Norme	Objet et portée
IFRS 7, <i>Instruments financiers : Informations à fournir</i> et IFRS 9, <i>Instruments financiers – Modifications concernant des arrangements pour l'achat d'électricité</i>	Les modifications permettent à des entités d'inclure dans leurs états financiers des renseignements que l'IASB considère comme représentant plus fidèlement des contrats faisant référence à de l'électricité produite à partir de ressources naturelles.

Norme	Objet et portée
Dans le cadre de la publication des Améliorations annuelles des normes IFRS de comptabilité – Volume 11 de l'IASB, cinq modifications ont été apportées :	
IFRS 7, <i>Instruments financiers : Informations à fournir</i> – Gain ou perte lors de la décomptabilisation	Confusion potentielle dans l'IFRS 7 découlant d'une référence désuète à un paragraphe qui a été supprimé de la norme lorsque l'IFRS 13 <i>Évaluation de la juste valeur</i> a été publiée.
IFRS 9, <i>Instruments financiers</i> – Décomptabilisation des obligations locatives du preneur	Possible manque de clarté dans l'application des exigences de l'IFRS 9 pour tenir compte de l'extinction de l'obligation locative d'un preneur.
IFRS 9, <i>Instruments financiers</i> – Prix de transaction	Possible confusion découlant d'une référence à l'IFRS 9 quant à la définition de « prix de transaction » dans l'IFRS 15, <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients</i> alors que le terme « prix de transaction » est également utilisé dans certains paragraphes de l'IFRS 9 avec un sens qui n'est pas conforme à la définition de ce même terme dans l'IFRS 15.
IFRS 10, <i>États financiers consolidés</i> – Détermination quant à un « mandataire de fait »	Possible confusion découlant d'une incohérence dans les paragraphes de l'IFRS 10 liés au fait qu'un investisseur détermine si une autre partie agit en son nom.
IAS 7, <i>Tableau des flux de trésorerie</i> – Méthode du coût	Possible confusion dans l'application de la norme IAS 7 découlant de l'utilisation du terme « méthode du coût » qui n'est plus défini dans les normes comptables des IFRS.

b) Normes, modifications ou interprétations non encore entrées en vigueur

Outre celles présentées à la note 5 des états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, il n'y a pas eu de publication de nouvelles normes, modifications ou interprétations qui pourraient avoir une incidence future sur le Groupe.

4. Immobilisations

a) Immobilisations corporelles

(en millions)

	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Matériel des installations	Véhicules	Comptoirs de vente, mobilier et matériel de bureau	Autre matériel	Actifs en cours de développement	Total
Coût									
31 décembre 2025	447	2 837	430	1 497	1 262	203	1 333	260	8 269
Entrées	–	6	1	1	–	1	14	30	53
Mises hors service	–	–	–	–	(9)	–	–	(4)	(13)
Transferts	–	12	18	3	37	–	–	(71)	(1)
4 avril 2026	447	2 855	449	1 501	1 290	204	1 347	215	8 308
Cumul des amortissements									
31 décembre 2025	–	1 529	302	942	701	152	619	–	4 245
Amortissement	–	17	6	21	20	5	16	–	85
Mises hors service	–	–	–	–	(10)	–	–	–	(10)
4 avril 2026	–	1 546	308	963	711	157	635	–	4 320
Valeur comptable									
31 décembre 2025	447	1 308	128	555	561	51	714	260	4 024
4 avril 2026	447	1 309	141	538	579	47	712	215	3 988

b) Immobilisations incorporelles

(en millions)

	Logiciels	Logiciels en cours de développement	Contrats de service et marque ¹	Total
Coût				
31 décembre 2025	810	55	607	1 472
Entrées	1	12	–	13
Transferts	39	(38)	–	1
4 avril 2026	850	29	607	1 486
Cumul des amortissements				
31 décembre 2025	606	–	47	653
Amortissement	16	–	13	29
4 avril 2026	622	–	60	682
Valeur comptable				
31 décembre 2025	204	55	560	819
4 avril 2026	228	29	547	804

1. Comprend les relations avec la clientèle – solutions personnalisées, un actif corporel individuel comptabilisé dans l'acquisition de Livingston par Purolator, avec une valeur comptable nette de 442 millions de dollars et une période d'amortissement restante de 11 ans. Aucune autre immobilisation incorporelle individuelle n'est importante pour l'état consolidé de la situation financière.

c) Actifs au titre de droits d'utilisation

(en millions)

	Terrains	Immeubles (contrats de location bruts)	Immeubles (contrats de location nets)	Véhicules	Matériel des installations	Total
Valeur comptable						
31 décembre 2025	165	275	948	4	6	1 398
Entrées ¹	–	(1)	26	–	1	26
Amortissement	(1)	(7)	(22)	–	–	(30)
Résiliation	–	(7)	(13)	(1)	–	(21)
4 avril 2026	164	260	939	3	7	1 373

1. Représente les ajouts d'actifs au titre du droit d'utilisation, y compris les changements en raison de la réévaluation de la durée du contrat de location.

5. Régimes de retraite, autres avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme

a) Actif (passif) net au titre des prestations déterminées

L'actif (le passif) net au titre des prestations déterminées comptabilisé et présenté à l'état intermédiaire de la situation financière se présente comme suit :

(en millions)

	Au 4 avril 2026	Au 31 décembre 2025
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	5 660	5 343
Passifs au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	2 998	3 042
Partie courante des passifs au titre des autres avantages à long terme	52	52
Partie non courante des passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	2 946	2 990

b) Coût des régimes à prestations déterminées et des régimes à cotisations déterminées

Les composantes du coût des régimes à prestations déterminées et des régimes à cotisations déterminées comptabilisées à l'état intermédiaire du résultat global se présentent comme suit :

(en millions)

	T1 2026			T1 2025		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total
Coût des services rendus au cours de la période	97	19	116	112	21	133
Coût financier	328	35	363	310	35	345
Produits d'intérêts générés par les actifs des régimes	(390)	–	(390)	(358)	–	(358)
Autres frais administratifs	4	–	4	4	–	4
Charge au titre des prestations déterminées	39	54	93	68	56	124
Charge au titre des cotisations déterminées	16	–	16	13	–	13
Charge totale	55	54	109	81	56	137
Rendement des titres réservés	–	(3)	(3)	–	(3)	(3)
Composante incluse dans la charge au titre des avantages du personnel	55	51	106	81	53	134
(Profits) pertes de réévaluation : Rendement des actifs des régimes à l'exclusion des produits d'intérêts générés par les actifs des régimes	154	–	154	(83)	–	(83)
(Gains actuariels) pertes actuarielles	(511)	(48)	(559)	(35)	(5)	(40)
Composante incluse dans les autres éléments du résultat global^{1,2}	(357)	(48)	(405)	(118)	(5)	(123)

1. Les montants présentés dans ce tableau excluent une charge d'impôt de 101 millions de dollars pour le premier trimestre de 2026 (charge d'impôt de 30 millions de dollars pour le premier trimestre de 2025).

2. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les régimes de retraite et les autres régimes d'avantages du secteur Postes Canada au premier trimestre de 2026 s'établissaient respectivement à 5,13 % et 5,18 %, comparativement à 4,98 % et 5,02 %, respectivement, au quatrième trimestre de 2025 et 4,72 % et 4,76 % au premier trimestre de 2025 comparativement à 4,71 % et 4,73 %, respectivement, au quatrième trimestre de 2024.

c) Total des paiements versés en espèces

Le total des paiements versés en espèces au titre des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme pour le Groupe d'entreprises se présente comme suit :

(en millions)

	T1 2026	T1 2025
Paielements versés en espèces au titre des régimes à prestations déterminées	49	48
Cotisations aux régimes à cotisations déterminées	16	13
Total des paiements versés en espèces	65	61

L'estimation du montant total des cotisations aux régimes de retraite à prestations déterminées en 2026 pour le Groupe d'entreprises n'a pas évolué de manière significative par rapport au montant présenté dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025

6. Impôt sur le résultat

La Société est une société d'État désignée aux fins de l'impôt sur les bénéfices. Elle est donc, de ce fait, assujettie à l'impôt sur le résultat du palier fédéral en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Les filiales de la Société sont assujetties à l'impôt sur le résultat des gouvernements fédéral et provinciaux.

Les sources des différences temporaires générant des actifs (passifs) d'impôt différé nets qui ont une incidence sur le résultat net et les autres éléments du résultat global sont les mêmes qu'au 31 décembre 2025.

Présenté dans l'état consolidé résumé intermédiaire de la situation financière (en millions) :

	Au 4 avril 2026	Au 31 décembre 2025
Actifs d'impôt différé	–	–
Passifs d'impôt différé	231	219
Passifs d'impôt différé nets	(231)	(219)

Bien que la Société soit en position de passifs d'impôt différé nets, la comptabilisation des actifs d'impôt différé est fondée sur l'évaluation, par la direction, de tous les indices disponibles, comme la résorption des différences temporaires imposables existantes, qui suggèrent que la réalisation des actifs d'impôt différé est probable. Au premier trimestre de 2026, la direction a conclu qu'il n'y avait pas suffisamment d'éléments probants pour étayer la comptabilisation de certains actifs d'impôt différé en raison de différences temporaires imposables insuffisantes qui devraient s'inverser au cours de la même période que l'inversion attendue de la différence temporaire déductible. Des antécédents de pertes financières récurrentes ont également été pris en compte. Cette évaluation a régularisé la réduction totale des actifs d'impôt différé (compensés par les passifs d'impôt différé) de 232 millions de dollars (250 millions de dollars au 31 décembre 2025), ce qui représente la meilleure estimation de la direction des résultats futurs et de la probabilité de recouvrabilité future des actifs d'impôt différé. Cette situation n'entraîne pas de sortie de trésorerie immédiate et n'affecte pas la position de liquidité immédiate du Groupe d'entreprises. La Société n'a pas comptabilisé d'actif d'impôt différé lié aux différences temporaires déductibles de 928 millions de dollars (1,001 milliard de dollars au 31 décembre 2025).

Les principales composantes de la charge (du recouvrement) d'impôt sur le résultat s'établissent comme suit (en millions) :

	T1 2026	T1 2025
Charge d'impôt exigible	4	16
Recouvrement d'impôt différé afférent à la création et à la résorption des différences temporaires	(70)	(35)
Charge d'impôt différé relative à la reprise de dépréciation d'un actif d'impôt différé	(18)	(22)
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(84)	(41)

Le recouvrement d'impôt sur le résultat diffère du montant qui aurait été établi en appliquant le taux d'impôt fédéral prévu par la loi pour la Société de 25 % (25 % en 2025) au résultat avant impôt. Les raisons qui expliquent cette différence sont les suivantes (en millions) :

	T1 2026	T1 2025
Résultat avant impôt	(251)	(102)
Impôt fédéral au taux prévu par la loi pour la Société	(63)	(25)
Impôt provincial des filiales moins l'abattement d'impôt fédéral	16	(17)
Ajustements sur exercices antérieurs	(3)	–
Charge d'impôt différé relative à la reprise de dépréciation d'un actif d'impôt différé	(18)	(22)
Autre	(16)	23
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(84)	(41)

7. Obligations locatives

a) Obligations locatives

(en millions)

	Au 4 avril 2026	Au 31 décembre 2025
Analyse des échéances – flux de trésorerie contractuels non actualisés^{1,2}		
Moins d'un an	166	166
De un an à cinq ans	625	640
Plus de cinq ans	1 667	1 694
Total des obligations locatives non actualisées	2 458	2 500
Obligations locatives comptabilisées dans l'état consolidé résumé intermédiaire de la situation financière	1 607	1 627
Obligations locatives courantes	104	103
Obligations locatives non courantes	1 503	1 524

1. Les montants présentés dans le tableau qui précède comprennent des paiements au titre de la location (flux de trésorerie non actualisés) totalisant 38 millions de dollars (38 millions de dollars au 31 décembre 2025) qui seront versés, dans le cours normal des activités, à des parties liées pour des locaux destinés aux services postaux.

2. Les contrats de location qui ne sont pas encore en vigueur, mais pour lesquels des engagements avaient été pris au 4 avril 2026, prévoient des sorties de trésorerie futures de 206 millions de dollars qui sont prises en compte dans l'analyse des échéances ci-dessus, mais pas dans l'évaluation de ces obligations locatives (208 millions de dollars au 31 décembre 2025).

b) Variations des passifs attribuables aux activités de financement

(en millions)

	31 décembre 2025	Paiements	Intérêts	Entrées nettes (contrats de location) ¹	4 avril 2026
Obligations locatives	1 627	(41)	16	5	1 607

1. Représente les entrées (contrats de location) et les changements en raison de la réévaluation de la durée des contrats de location.

8. Prêts et emprunts

a) Évaluation de la juste valeur (en millions)

	Au 4 avril 2026		Au 31 décembre 2025	
	Juste valeur ¹	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Postes Canada				
Obligations, série 1, échéant en juillet 2040, portant intérêt à 4,36 %, payable semestriellement le 16 janvier et le 16 juillet ²	505	499	509	499
Total – Secteur Postes Canada	505	499	509	499
Purolator³				
Facilité de crédit renouvelable, portant intérêt à des taux fixes de 4,58 % à 5,45 %, payable à la fin du terme ^{4,5}	310	310	246	246
Billets à ordre	–	–	3	3
Prêt à terme échéant en janvier 2029, portant intérêt à 4,58 %, remboursements trimestriels de 1,25 % du solde initial ⁴	561	561	568	568
Total – Secteur Purolator	871	871	817	817
Total des prêts et emprunts	1 376	1 370	1 326	1 316
Courants		340		278
Non courants		1 030		1 038

1. Les justes valeurs estimées présentées pour les prêts et emprunts sont classées au niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur et sont appliquées sur une base récurrente. Il n'y a eu aucun transfert entre les différents niveaux de la hiérarchie de la juste valeur.
2. La Société a le droit de rembourser les obligations avant l'échéance en payant une prime par rapport à la juste valeur. Les obligations constituent des obligations directes, inconditionnelles et non garanties de la Société et des obligations directes et inconditionnelles du gouvernement du Canada. La juste valeur correspond approximativement à la valeur comptable.
3. La juste valeur des prêts et emprunts de Purolator correspond approximativement à leur valeur comptable, car les taux d'intérêt sont rajustés tous les trimestres pour tenir compte des conditions du marché.
4. Purolator a conclu une convention de crédit de quatre ans comprenant une facilité de crédit à terme non renouvelable de 600 millions de dollars et une facilité de crédit renouvelable de 550 millions de dollars (30 millions de dollars ayant fait l'objet d'un remboursement permanent, 240 millions de dollars disponibles). Les facilités de Purolator sont assorties de clauses restrictives ainsi que d'autres obligations d'information financière. Celles-ci font l'objet de tests et de rapports au syndicat financier chaque trimestre; Purolator respecte toutes les clauses restrictives. Bien que le non-respect puisse entraîner un règlement négocié et un reclassement dans la tranche à court terme, une analyse de sensibilité a été effectuée et a confirmé que seul un événement important et défavorable ayant une incidence sur l'entreprise causerait la non-conformité aux clauses restrictives. Les facilités sont garanties par les principales filiales de Purolator et par un privilège de premier rang sur tous les actifs et intérêts de Purolator dans toutes les actions du capital social, y compris celles de toutes les principales filiales.
5. Purolator remet les droits de douane et la taxe sur les produits et services aux organismes gouvernementaux au nom de la clientèle. Purolator utilise principalement les soldes de trésorerie disponibles et la facilité de crédit à terme renouvelable pour financer ces versements. La facilité de crédit renouvelable est habituellement remboursée en entier au cours du même mois où les créances connexes sont recouvrées. De plus, Purolator utilise la facilité de crédit à terme renouvelable pour financer les dépenses d'immobilisations et les autres besoins en trésorerie au cours de l'exercice.

b) Variations des prêts et emprunts attribuables aux activités de financement (en millions)

	31 décembre 2025	Produit	Remboursements	Autres ¹	4 avril 2026
Prêts et emprunts	1 316	781	(728)	1	1 370

1. Comprend l'effet des intérêts courus, mais qui n'ont pas encore été payés, sur les prêts et emprunts portant intérêt. Le Groupe classe les intérêts payés en tant que flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

Des informations complémentaires au sujet des exigences concernant le capital et la capacité d'emprunt imposées au Groupe en vertu de règles extérieures sont présentées à la note 10.

9. Billets à demande payables au gouvernement du Canada et produit différé de subventions gouvernementales

La variation du solde des billets à demande payables au gouvernement du Canada se présente comme suit :

	Au 4 avril 2026	Au 31 décembre 2025
Solde des billets à demande payables à l'ouverture de l'exercice	1 005	–
Entrées (produits reçus)	335	1 034
Variation de la juste valeur ¹	(7)	(41)
Comptabilisé au titre des charges d'intérêts au cours de l'exercice (note 13)	8	12
Solde des billets payables à la clôture de l'exercice	1 341	1 005

1. La variation de la juste valeur des billets à demande payables lors de sa comptabilisation initiale se rapporte au produit différé de subventions gouvernementales (prêt à taux d'intérêt inférieur au marché ou sans intérêt).

La variation du solde du produit différé de subventions gouvernementales se présente comme suit :

	Au 4 avril 2026	Au 31 décembre 2025
Produit différé de subventions gouvernementales à l'ouverture de l'exercice	17	–
Entrées ¹	7	41
Comptabilisé au titre des autres produits au cours de l'exercice (note 13)	(24)	(24)
Produit différé de subventions gouvernementales à la clôture de l'exercice²	–	17

1. La différence entre le produit reçu et la valeur comptable initiale du billet à demande payable, découlant du prêt sans intérêt, est comptabilisée en tant que produit différé de subventions gouvernementales dans la période d'émission du billet et constatée de façon systématique dans les autres produits au cours de la période visée par les fonds.

2. Inclus dans les produits différés tels que présentés dans l'état consolidé résumé intermédiaire de la situation financière.

10. Gestion du capital et risque de liquidité

La Société est exposée à un éventail de risques financiers : le risque de marché (y compris le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque marchandises), le risque de crédit et le risque de liquidité. La fonction de trésorerie de la Société gère les risques qui découlent des activités d'investissement, y compris la gestion du capital et les emprunts, selon les politiques approuvées par le Conseil d'administration. L'état de ces éléments n'a pas beaucoup changé depuis la fin de la dernière période de rapport, à l'exception de ce qui suit.

Les capitaux du Canada étaient en situation de surplus de 5,108 milliards de dollars au 4 avril 2026 (4,974 milliards dollars au 31 décembre 2025). Les pertes d'exploitation du premier trimestre de 2026 sont plus que compensées par les gains de réévaluation des régimes à prestations déterminées, qui ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et immédiatement inclus dans les résultats non distribués.

Secteur Postes Canada

a) Gestion du capital

La Société est assujettie à la *Loi sur la Société canadienne des postes* et à la *Loi sur la gestion des finances publiques* (les *Lois*) et à toutes les instructions données conformément aux *Lois*. Les *Lois* influent sur la façon dont la Société gère son capital, entre autres, en établissant les grands objectifs de la Société. Tout en offrant les services postaux de base et en poursuivant ses objectifs, la Société doit notamment mener ses activités de manière à assurer son autonomie financière. Elle doit aussi offrir des services selon des normes qui répondent aux besoins de la population canadienne.

Le capital de la Société se compose du total de ses prêts et emprunts, y compris du financement remboursable du gouvernement et des capitaux du Canada. Cette définition qui est utilisée par la direction pourrait ne pas être comparable aux indicateurs présentés par d'autres sociétés postales ou organismes publics.

En gestion du capital, les objectifs de la Société sont les suivants :

- assurer des liquidités suffisantes pour pouvoir s'acquitter de ses obligations financières et soutenir la réalisation de ses plans d'exploitation et stratégiques;
- protéger la capacité de la Société à poursuivre son exploitation;
- maintenir sa capacité financière et son accès à des facilités de crédit pour financer le développement futur de l'entreprise.

Ces objectifs et les stratégies connexes sont examinés et approuvés chaque année par le Conseil d'administration dans le cadre de l'étude du plan d'entreprise annuel, qui est ensuite soumis à l'approbation du Conseil du Trésor. Le Conseil du Trésor a approuvé les composantes opérationnelles de la première année du plan d'entreprise de 2026 à 2030 de la Société. Postes Canada travaille avec le gouvernement fédéral à l'harmonisation des mesures de transformation.

b) Facilités d'emprunt et de crédit

Conformément au paragraphe 127(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le ministre des Finances a approuvé le montant total du capital impayé pour tous les emprunts à court terme dont l'échéance est d'un an ou moins, jusqu'à concurrence de 595 millions de dollars, pour la période se terminant le 31 décembre 2026. Les emprunts à court terme peuvent être une marge de crédit ou l'émission de billets à ordre ne devant pas dépasser 95 millions de dollars, et les facilités d'emprunt à court terme supplémentaires aux fins de gestion de la trésorerie d'urgence ne doivent pas dépasser 500 millions de dollars. D'autres facilités peuvent être des emprunts auprès de la Couronne, ou d'autres sources, si disponibles. Au 4 avril 2026, Postes Canada a conclu des conventions de crédit avec des institutions financières pour des facilités à court terme totalisant 595 millions de dollars (595 millions de dollars au 31 décembre 2025), pour lesquelles 575 millions de dollars sont disponibles (575 millions de dollars au 31 décembre 2025). Au premier trimestre de 2026, des lettres de crédit de 20 millions de dollars (20 millions de dollars au 31 décembre 2025) ont été émises visant la marge de crédit.

c) Risque de liquidité

Au premier trimestre de 2026, le secteur Postes Canada disposait de 559 millions de dollars en placements liquides non affectés (318 millions de dollars au 31 décembre 2025), soit une position de liquidité nette négative de 1,309 milliard de dollars (position de liquidité nette négative de 1,215 milliard de dollars au 31 décembre 2025), une fois soustrait l'encours des prêts et emprunts (y compris le financement remboursable du gouvernement) de 1,868 milliard de dollars (1,533 milliard de dollars au 31 décembre 2025). Les ressources de trésorerie de la Société ont diminué considérablement depuis 2018 en raison des pertes d'exploitation. Le financement du gouvernement est nécessaire pour demeurer solvable. Se reporter à la note 2 a) pour obtenir plus de renseignements et connaître la conclusion de la direction sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation.

11. Désagrégation des produits

a) Produits répartis par régions géographiques

En ce qui concerne la Société, les produits présentés le sont en fonction de l'emplacement de l'administration postale étrangère ou de la clientèle qui a recours au service, ainsi qu'en fonction du groupe de produits (déterminé par la destination) pour le secteur Purolator. Quand des produits importants sont attribués à un pays étranger, ces produits sont indiqués séparément. Aucun actif important du Groupe n'est situé à l'extérieur du Canada. Tous les produits intersectoriels proviennent du service du régime intérieur; par conséquent, les produits pour les zones géographiques sont présentés nets des produits intersectoriels (en millions) :

	T1 2026	T1 2025
Canada	2 289	2 385
États-Unis	91	78
Reste du monde	42	46
Total des produits	2 422	2 509

b) Produits des articles et des services

Les produits des articles et des services sont présentés en fonction de l'information disponible au moment de la vente. En conséquence, les produits tirés de la vente de timbres et de l'utilisation de machines à affranchir sont présentés séparément, au lieu d'être attribués aux secteurs d'activité (en millions).

	T1 2026			T1 2025		
	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Produits attribués aux articles et aux services						
Colis	1 226	(9)	1 217	1 257	(4)	1 253
Courrier transactionnel	617	–	617	699	–	699
Marketing direct	233	–	233	256	–	256
Produits et services grand public	58	–	58	47	–	47
Courtage en douane	86	(1)	85	53	–	53
Solutions de commerce et de transport à l'échelle mondiale	45	–	45	29	–	29
	2 265	(10)	2 255	2 341	(4)	2 337
Produits non attribués						
Timbres-poste	61	–	61	65	–	65
Machines à affranchir	106	–	106	107	–	107
	167	–	167	172	–	172
Total	2 432	(10)	2 422	2 513	(4)	2 509

c) Produits des canaux de vente

Dans les produits des canaux de vente sont présentés les produits du régime intérieur, qui comprennent les produits générés par le canal commercial et les produits générés par la vente au détail. Les produits du régime international comprennent les produits en provenance des États-Unis et du reste du monde, tels qu'ils sont définis à la note 11 a).

(en millions)

	T1 2026			T1 2025		
	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Régime intérieur						
Canal commercial	1 687	(10)	1 677	1 800	(4)	1 796
Vente au détail	612	–	612	589	–	589
	2 299	(10)	2 289	2 389	(4)	2 385
Régime international	133	–	133	124	–	124
Total	2 432	(10)	2 422	2 513	(4)	2 509

12. Autres charges d'exploitation

(en millions)

	T1 2026	T1 2025
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre	509	504
Immobilier, installations et entretien	96	90
Frais de vente, frais administratifs et charges liées aux TI	193	198
Charge d'investissement autre qu'en capital	29	34
Autres charges d'exploitation	827	826

13. Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement

(en millions)

	T1 2026	T1 2025
Produits d'intérêts	5	10
Profit sur la vente d'immobilisations, net des pertes de valeur	2	–
Autres produits ¹	24	1
Produits de placement et autres produits	31	11
Charge d'intérêt ²	(40)	(32)
Autres charges	(5)	(1)
Charges financières et autres charges	(45)	(33)
(Charges) produits liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(14)	(22)

1. Comprend le produit de subvention gouvernementale découlant du profit du prêt sans intérêt accordé au titre des billets à demande payables au gouvernement du Canada (note 9).

2. Comprend la charge d'intérêts hors trésorerie imputée liée au prêt sans intérêt du gouvernement du Canada (note 9).

14. Autres éléments du résultat global

(en millions)

	Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net			Élément qui ne sera jamais reclassé en résultat net	Autres éléments du résultat global
	Variation de la juste valeur latente des actifs financiers	Cumul des écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Réévaluations des régimes à prestations déterminées	
Solde cumulé au 31 décembre 2025	(5)	11	6		
Profits (pertes) de la période	(3)	1	(2)	405	403
Impôt sur le résultat	–	–	–	(101)	(101)
Montant net	(3)	1	(2)	304	302
Solde cumulé au T1 2026	(8)	12	4		

15. Transactions avec des parties liées

La Société est détenue entièrement par le gouvernement du Canada et elle est soumise au contrôle commun avec d'autres organismes publics, ministères et sociétés d'État. Le Groupe d'entreprises a effectué les transactions suivantes avec des parties liées, en plus de celles qui sont présentées ailleurs dans les présents états financiers intermédiaires :

a) Gouvernement du Canada, ses organismes et les autres sociétés d'État

(en millions)

	T1 2026	T1 2025
Produits générés par des transactions avec des parties liées	107	103
Paielements reçus à titre de compensation en vertu de programmes		
Envois postaux du gouvernement et envois d'articles destinés aux personnes aveugles	6	6
Loyers versés par les parties liées pour des locaux loués auprès de la Société	2	2
Charges relatives aux transactions avec des parties liées	9	2

La majeure partie des produits générés par des transactions avec des parties liées concerne des contrats commerciaux pour des services postaux conclus avec le gouvernement du Canada. Les produits comprennent également des paiements reçus à titre de compensation du gouvernement du Canada pour la prestation de services postaux parlementaires et l'envoi d'articles en franchise aux personnes aveugles. D'autres renseignements au sujet des contrats de location avec des parties liées sont donnés à la note 7 a).

Les montants à recevoir des parties liées ou à payer à celles-ci qui sont présentés dans l'état consolidé résumé intermédiaire de la situation financière sont les suivants (en millions) :

	Au 4 avril 2026	Au 31 décembre 2025
Montants à recevoir des parties liées ou à payer à celles-ci		
Inclus dans les clients et autres débiteurs	32	20
Inclus dans les fournisseurs et autres créditeurs	11	26
Produits différés générés par des transactions avec des parties liées	11	10

b) Transactions avec des entités dont les principaux dirigeants ou principales dirigeantes du Groupe d'entreprises de Postes Canada détiennent le contrôle ou un contrôle conjoint

Dans le cours normal de ses activités, il arrive que le Groupe d'entreprises interagisse avec des entreprises dont les politiques financières et d'exploitation sont entièrement ou conjointement régies par des principaux dirigeants ou principales dirigeantes du Groupe. Le cas échéant, ces personnes sont tenues de se retirer de toutes les discussions ou décisions se rattachant aux transactions entre les sociétés. Les seules transactions d'importance réalisées au cours du premier trimestre de 2026 ont eu lieu entre Purolator et une société contrôlée par une personne faisant partie de la haute direction du Groupe d'entreprises, cette personne étant aussi administratrice et

actionnaire minoritaire de Purolator. Cette société a fourni à Purolator des services de transport aérien pour un montant de 3 millions de dollars (3 millions de dollars au premier trimestre de 2025). Ces transactions ont été effectuées à des prix et à des conditions qui sont comparables à ceux des transactions effectuées avec les autres fournisseurs de Purolator.

c) Transactions avec les régimes de retraite de la Société

Au cours du premier trimestre de 2026, la Société a rendu des services administratifs au Régime de retraite agréé de la Société canadienne des postes pour un montant de 5 millions de dollars (5 millions de dollars au premier trimestre de 2025). Au premier trimestre de 2026, une créance de 9 millions de dollars (6 millions de dollars au 31 décembre 2025) liée aux transactions avec le Régime est impayée et a été prise en compte dans les clients et autres débiteurs. Les paiements versés en espèces, y compris les cotisations aux régimes à prestations déterminées et aux régimes à cotisations déterminées du Groupe d'entreprises, sont présentés à la note 5 c).

16. Informations sectorielles

Secteurs opérationnels • Les méthodes comptables utilisées pour les secteurs opérationnels sont les mêmes que celles du Groupe d'entreprises. Les transactions intersectorielles sont conclues à des conditions qui sont comparables à celles en vigueur sur les marchés. Sur une base consolidée, le Groupe n'a aucun client externe dont les achats représentent plus de 10 % de la totalité de ses produits.

Au 4 avril 2026 et pour le T1 2026

(en millions)

	Postes Canada	Purolator	Écritures de consolidation et éliminations	Total
Produits provenant des clients externes	1 603	819	–	2 422
Produits intersectoriels	5	5	(10)	–
Produits d'exploitation	1 608	824	(10)	2 422
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 269	419	–	1 688
Autres charges d'exploitation	529	308	(10)	827
Amortissement	83	61	–	144
Charges d'exploitation	1 881	788	(10)	2 659
Résultat d'exploitation	(273)	36	–	(237)
Produits de placement et autres produits	96	4	(69)	31
Charges financières et autres charges	(28)	(17)	–	(45)
Résultat avant impôt	(205)	23	(69)	(251)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(87)	3	–	(84)
Résultat net	(118)	20	(69)	(167)
Total des actifs	11 113	3 985	(243)	14 855
Paiements versés en espèces au titre d'immobilisations	35	30	–	65
Total des passifs	7 334	2 325	(9)	9 650

Au 29 mars 2025 et pour le T1 2025

(en millions)

	Postes Canada	Purolator ¹	Écritures de consolidation et éliminations	Total
Produits provenant des clients externes	1 783	726	–	2 509
Produits intersectoriels	6	(2)	(4)	–
Produits d'exploitation	1 789	724	(4)	2 509
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 264	357	–	1 621
Autres charges d'exploitation	543	287	(4)	826
Amortissement	93	49	–	142
Charges d'exploitation	1 900	693	(4)	2 589
Résultat d'exploitation	(111)	31	–	(80)
Produits de placement et autres produits	89	2	(80)	11
Charges financières et autres charges	(19)	(14)	–	(33)
Résultat avant impôt	(41)	19	(80)	(102)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(52)	11	–	(41)
Résultat net	11	8	(80)	(61)
Total des actifs	10 661	3 916	(247)	14 330
Paiements versés en espèces au titre d'immobilisations	37	78	–	115
Total des passifs	6 726	2 488	(12)	9 202

1. Les résultats de Livingston ont été consolidés dans le secteur Purolator à partir de la date d'acquisition, le 31 janvier 2025.

POSTES CANADA
2701, PROM RIVERSIDE, BUREAU N1200
OTTAWA ON K1A 0B1

Renseignements généraux : 1-866-607-6301

Pour obtenir des informations plus détaillées, veuillez visiter le **site web de Postes Canada**.

^{MC} Marque de commerce de la Société canadienne des postes.

This report is also available in English.

postescanada.ca

